

La relation sino-russe en Asie centrale : entre coopération et rivalité

Nom: Abir Chobah

Numéro d'étudiant: 300086629

Superviseur: Paul Robinson

Date de soumission: 18 mars 2020

Afin de satisfaire aux exigences du Mémoire de recherche API 6999

Et de la maîtrise en affaires publiques et internationales



uOttawa

École supérieure d'affaires
publiques et internationales
Graduate School of Public
and International Affairs

École supérieure des affaires publiques et internationales

Université d'Ottawa

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	2
Acronymes	3
Introduction	4
Chapitre 1	9
La politique étrangère russe	9
Les relations entre la Russie et l'Asie centrale.....	12
La relation entre la Russie et la Chine	17
La Russie et la Chine en Asie centrale.....	23
Chapitre 2	25
L'initiative la nouvelle route de la soie.....	25
Le projet de la route de la soie en Asie centrale	31
Chapitre 3	38
La Russie face à la nouvelle route de la soie.....	38
Le chemin vers la coopération	44
Une coopération au niveau sécuritaire	51
Entre divergences et convergences	52
Conclusion	55
Bibliographie	60
Annexes	65

RÉSUMÉ

Face à la résurgence d'un monde multipolaire, les experts observent une montée des rivalités géopolitiques sur la scène internationale, avec la Russie qui effectue son retour en tant qu'acteur prépondérant dans les grands dossiers internationaux, et la Chine qui se hisse parmi les grandes puissances, défiant ainsi l'hégémonie américaine. Les deux pays, ont renforcé leur relation bilatérale depuis la normalisation de leurs échanges. Leur partenariat est minutieusement scruté par les États et les observateurs, certains prédisant une rivalité certaine. Moscou et Pékin ont entrepris des initiatives régionales en Asie centrale, bousculant ainsi les intérêts respectifs de chacun. La Russie considère l'Asie centrale comme relevant de sa sphère d'influence et elle est cruciale pour la réussite de son initiative économique l'Union économique eurasiatique. Cependant, elle est aussi considérée comme capitale pour Pékin pour son initiative économique terrestre : la nouvelle route de la soie. En effet, deux puissances qui rivalisent pour le même espace régional avec deux projets différents, peut sembler être une formule pour augmenter les frictions et mener à la formation de potentiels conflits. Cependant, c'est le contraire qui se produit. Les deux puissances sont conscientes qu'il existe un risque élevé de rivalité géopolitique, la Chine et la Russie ont fait preuve d'une cohérence en essayant d'éviter la concurrence et de développer à la place un cadre de coopération qui permet d'aligner leurs initiatives économiques phares respectives. Les bases de leur coopération prédira si rivalité géopolitique il y aura.

ACRONOYMES

BRI – Belt and Road Initiative

OBOR- One Belt One Road

ONU- Organisation des Nations Unies

OTCS- Organisation du traité de sécurité collective

PIB- Produit intérieur brut

UEE- Union économique eurasiatique

UE- Union Européenne

INTRODUCTION

L'ordre international actuel subit de profondes modifications qui auront d'importants impacts sur le déroulement des affaires. Cela s'explique par plusieurs facteurs, notamment par le révisionnisme plus apparent et un monde beaucoup plus multipolaire grâce à la montée en puissance de nombreux pays. D'ailleurs, certains veulent s'imposer davantage sur la scène internationale. Parmi eux, il y a notamment la Chine et la Russie, dont on peut constater depuis les dernières années, une plus grande présence sur la scène internationale et propageant de plus en plus leur influence. De son côté, la Russie a proclamé son retour en tant que grande puissance au niveau stratégique et on peut constater sa présence accrue dans les affaires internationales. La Chine a eu une ascension assez fulgurante autant dans le plan économique que politique. La croissance économique rapide de la Chine a considérablement accru le poids politique international du pays. On a assisté à la montée en puissance de la Chine en tant que grande puissance politique, économique et militaire, ce qui change l'équilibre des puissances.

Ces deux puissances essaient d'avoir une influence dans plusieurs régions du monde par de multiples façons, que ce soit par la mise en place d'initiative économiques, régionales, politiques et même militaires. De ce fait, l'ordre international pourrait se voir ébranlé et favoriser les rivalités. D'ailleurs, on constate le retour de la compétition et de la rivalité pouvant ainsi provoquer un rapport de forces, ce qui peut mener à la naissance d'un monde ordonné autour de centres d'influence régionaux au profit d'une grande puissance. Cette multipolarité multiplie les sources d'influence et de puissance. On parle

d'ores et déjà de recomposition géopolitique et stratégique. L'environnement stratégique se voit désormais, dominé par l'imprévisibilité. Ainsi, il y a une inquiétude concernant une montée des tensions dans les affaires internationales, voir une possible confrontation, minant ainsi la sécurité internationale. Le retour de la rivalité géopolitique pourrait mener à un affrontement entre puissances dans divers espaces. La concurrence géopolitique se caractérise par la rivalité entre les États en concurrence pour le leadership que ce soit à l'échelle mondiale ou bien régionale. Il est donc essentiel d'analyser les différentes manœuvres politiques et stratégiques de ces acteurs.

L'Asie centrale attire par ailleurs les convoitises des acteurs régionaux et internationaux. On peut constater également des ambitions rivales de plusieurs acteurs dont la Russie, la Chine, l'Union Européenne et les États-Unis. Cette région est restée longtemps sous la domination russe et a été négligée après l'effondrement du bloc soviétique. La Russie maintient toujours son influence politique dans la région. Toutefois, des changements et de nouveaux facteurs à considérer font en sorte que la Russie ferait face à d'importants défis, et devrait alors revoir et ajuster sa politique centreasiatique si elle désire rester influente dans la région. Une présence chinoise de plus en plus accrue pourrait lui faire perdre sa place prépondérante. En effet, depuis environ les années 2000, il y a une présence significative de la Chine et cela s'explique par son plan d'expansion économique régional notamment avec la nouvelle route de la soie qui passe par plusieurs pays d'Asie centrale. La nouvelle route de la soie est considérée comme étant le projet phare du siècle, et retient l'attention mondiale depuis 2013. Dès lors, elle suscite méfiance et interrogations, car cela pourrait modifier l'ordre international. Ainsi, l'Empire du milieu a décidé d'intégrer la région centrasiatique dans son initiative

mondiale et d'en faire une plaque tournante. Il faut par ailleurs noter que la Chine étant un grand pays producteur de biens, a besoin d'une quantité importante d'hydrocarbures, ce que ces pays disposent en grande quantité et donc cela l'intéresse fortement.

Les deux puissances continentales considèrent l'Eurasie comme leur arrière-cour stratégique et ont toutes deux lancé des initiatives ambitieuses pour renforcer leur influence sur la région: l'Union économique eurasiennne et la nouvelle route de la soie (Belt and Road) pour la Chine. La région d'Asie centrale est une source d'intérêt politique, économique et stratégique majeure non seulement pour les deux pays, mais aussi pour d'autres puissances comme l'Union Européenne et les États-Unis, mais à des degrés plus faibles. Étant donné que la Chine et la Russie ont tourné leur attention vers l'Eurasie et ont lancé des initiatives élaborées pour étendre leur influence et réaffirmer leur primauté, les observateurs internationaux voient le continent émerger à nouveau comme une zone potentiellement contestée.

Ainsi, cela rejoint la théorie de Mackinder qu'on retrouve dans son ouvrage *The Geographical Pivot of History* publié en 1904, où il énonce que le continent eurasiatique constitue la «région pivot de la politique mondiale» (Ismailov, Papava, 2017). L'Eurasie serait alors l'échiquier central où les grandes puissances joueraient un «grand jeu» pour accroître leur influence mondiale (Ismailov, Papava, 2017). Il a souligné que le *Heartland* (Asie centrale) se trouvait dans la situation géopolitique la plus avantageuse (Ismailov, Papava, 2017). Le continent eurasienn se trouve au centre du monde, avec le *Heartland* occupant le centre du continent eurasienn (Ismailov, Papava, 2017). Sa doctrine suggère que «celui qui dominait le *Heartland* posséderait le potentiel géopolitique et

économique nécessaire pour contrôler finalement l'île du monde et la planète» (Ismailov, Papava, 2017).

De ce fait, l'étude se concentrera principalement sur l'idée de savoir s'il y a une possibilité de concurrence et de rivalité entre la Russie et Chine, qui pourrait ensuite affaiblir leur relation, ou bien s'il y aurait plutôt de la convergence, dans une volonté de concorder leurs objectifs. Les enjeux géopolitiques, stratégiques et économiques seront étudiés sous plusieurs angles. La question centrale à la recherche et à laquelle nous tenterons de répondre est : Est-ce que la nouvelle route de la soie peut constituer un objet de rivalité entre la Russie et la Chine en Asie centrale? L'hypothèse que nous soutiendrons est que l'initiative chinoise risque probablement de créer des rivalités entre les deux acteurs, chacun désirant poursuivre ses propres intérêts dans cette région. La Chine pourrait prendre la place de la Russie en tant que puissance influente. Ces intérêts peuvent même empiéter sur les objectifs de chacun, selon les politiques qu'ils vont mener. Afin de répondre à cette question, une multitude de littérature sera consultée, notamment des livres, des articles de revues scientifiques spécialisées dans les enjeux géopolitiques, des articles de journaux, des documents gouvernementaux, des rapports d'organisations régionales. Dans ce présent travail, il y a trois chapitres. Le premier chapitre fera un bref survol sur la politique étrangère russe, car elle nous permettra de comprendre sa position et en quoi l'Asie centrale et son initiative régionale lui sont cruciales. Ensuite, nous traiterons de ses relations avec l'Asie centrale et de sa relation avec la Chine. Dans le deuxième chapitre, nous allons traiter du projet de la nouvelle route de la soie ainsi que de son intégration en Asie centrale. Dans le troisième chapitre, il sera question d'analyser les réactions de la Russie face à l'initiative chinoise à partir

des intérêts économiques et géopolitiques des acteurs et ainsi obtenir les résultats pouvant affirmer ou non notre hypothèse. Cela nous permettra donc de comprendre en quoi l'initiative chinoise peut être un objet de rivalité entre la Chine et la Russie et de voir si cela peut mener ou non à une confrontation entre les deux pays, ou bien à une coopération coordonnée. Le travail traitera des visions et des objectifs de chacun, des différents projets d'intégrations économiques russes et chinois et de leurs intérêts dans la région. L'analyse se fera essentiellement à partir des déclarations officielles des gouvernements russes et chinois, ainsi qu'à partir d'experts ayant fait des recherches dans le sujet. Les projets d'intégration régionale en Asie centrale sont aujourd'hui un sujet pertinent, par une logique essentiellement économique. En fait, malgré la pluralité des intérêts et acteurs économiques, l'économie joue un rôle central dans la manière dont chaque acteur conçoit sa propre vision et stratégie vis-à-vis de l'Asie centrale.

CHAPITRE 1

La politique étrangère russe

Pour être considérée comme une grande puissance, plusieurs éléments sont à prendre en compte, comme la géographie, la taille de la population, la taille de l'économie et même les ressources naturelles. Ces éléments façonnent la politique étrangère d'un pays. Un État agira selon les intérêts nationaux qu'il cherchera à préserver. La Russie quant à elle, a une position géopolitique qui lui est favorable. D'une part, la Russie est la plus grande puissance territoriale du monde possédant les plus longues frontières terrestres et maritimes. La Fédération de Russie occupe un territoire riche en ressources minérales, halieutiques et en ressources pétrolières et gazières (Vitaly,2017). Au niveau militaire, elle possède un vaste armement comprenant entre autre des armes nucléaires et des missiles de longue et moyenne portée, qui ont la capacité de dissuader tout adversaire potentiel. La Russie de par sa puissance militaire et de par son influence, est donc considérée comme étant une grande puissance (De Tinguy,2013). Suite à l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, cette dernière avait perdu son statut de grande puissance. Les élites russes ont choisi comme objectif à long terme de rétablir ce statut. Selon eux, c'est la seule issue pouvant permettre à la Russie de prospérer et d'assurer la survie du pays (Rumer,Trenin,Zhao,2007). Ainsi, sous Poutine, la Russie le retrouve peu à peu et a une plus grande visibilité sur la scène internationale.

Depuis, elle s'oppose à l'unilatéralisme américain et prône la multipolarité afin de faire contrepoids à l'hégémonie américaine. Elle estime faire partie de l'un des grands centres

de pouvoir d'un monde multipolaire avec la Chine et d'autres puissances émergentes (Trenin,2018B). Moscou est devenu un acteur incontournable dans les relations internationales et est investie dans de nombreux importants dossiers internationaux, tels que le conflit syrien,le conflit libyen et la crise iranienne. Sa participation au conflit syrien a fait d'elle un acteur influent au Moyen-Orient. Poutine estime que les autres grandes nations doivent considérer la Russie comme leur égal; elle doit être entendue et traitée comme une grande puissance car elle pèse désormais dans les affaires internationales (Trenin,2018A). Selon le Kremlin, la Russie détient depuis très longtemps «un rôle unique» dans le monde; elle considère qu'elle contribue «à forger le système international» (De Tinguy,2013).

Historiquement, la Russie a tantôt été intégrée dans le continent européen, tantôt été rejetée. La Russie a été envahie à plusieurs reprises par des puissances européennes et a cherché à se protéger en dominant les nations qui se trouvent sur ses frontières, y compris celles d'Europe centrale et orientale (Oliker et al,2015). Ainsi, de nombreux dirigeants russes, dont Poutine, ont fait référence à cela, du fait du droit historique de la Russie de pouvoir dominer sa périphérie. Il y aussi cette idée dans la politique étrangère russe selon lequel la Russie doit jouer un rôle plus important dans le monde et qu'elle a la liberté de pouvoir agir selon ses propres intérêts sans être redevable aux autres (Oliker et al,2015). De plus, les élites russes considèrent que les enjeux mondiaux ne peuvent être résolus sans la présence de la Russie.

Au niveau international, la politique économique étrangère de la Russie s'est donnée comme objectif de s'assurer d'avoir un siège dans les forums internationaux. L'ex-empire voulait aussi développer une nouvelle relation de coopération avec les Américains

et les Européens, qui n'a pas abouti, s'expliquant par le fait que la Russie estimait qu'elle n'était pas traitée d'égal à égal. De plus, il y avait un refus de chaque côté de se conformer aux termes de coopération de chacun (Bordachev,2019). Ainsi, les responsables russes ont décidé de centrer leur politique extérieure autour d'un pivot vers l'Est, précisément vers l'Eurasie et l'Asie. Dans ce contexte, la politique étrangère russe s'adapte aux nouveaux changements et place ses pions selon l'importance de ses intérêts. En soi, la nouvelle politique étrangère russe est un croisement entre ses traditions historiques et des ajustements aux nouvelles tendances internationales (Bordachev,2019).

Au niveau économique, les dirigeants ont saisi le poids du commerce international pour la croissance économique du pays et ont souhaité que la Russie soit intégrée dans l'économie mondiale. La Russie a rejoint le Fonds monétaire international le 1er juin 1992 et la Banque mondiale le 16 juin 1992. La Russie était membre du G8 en 1998, avant d'en être expulsée en 2014, suite à l'annexion de la Crimée (Oliker et collab,2015). L'économie russe s'est grandement améliorée sous Poutine et a permis la croissance de la classe moyenne russe (Oliker et collab,2015). Elle figure parmi les premiers producteurs mondiaux de pétrole et de gaz, le premier exportateur de gaz et un fournisseur énergétique essentiel de beaucoup d'États de l'Eurasie et de l'UE (De Tinguy, 2013). Toutefois, la prolifération du régime de sanctions par les États-Unis et par l'Union Européenne depuis 2014, ont porté un coup dur à l'économie russe.

Néanmoins, face aux États-Unis et à la Chine, Moscou va calculer ses intérêts et va équilibrer ses approches face aux deux puissances. Il faut considérer que la protection de ses intérêts va dépendre de nombreux facteurs, dont l'état de l'économie du pays (Trenin,2018A). Ainsi, la région postsoviétique est un point central dans la politique

étrangère russe. Le gouvernement russe considère une partie de l'Europe de l'Est (Ukraine, Biélorussie et Moldavie), le Sud du Caucase (Arménie, Géorgie) et les cinq États de l'Asie centrale comme relevant de sa sphère d'influence (De Tinguy, 2013). La Russie aspire donc à être une force dominante dans ces régions. Elle veut projeter son influence par l'entremise de l'expansion économique et de l'influence politique, qui lui permettraient alors de pouvoir favoriser ses intérêts divers. Ainsi, les maintes relations bilatérales qu'elle entretient avec chacun de ces pays se font à travers des initiatives économiques, sécuritaires et politiques.

Les relations entre la Russie et les pays d'Asie centrale

La relation entre la Russie et les pays d'Asie centrale est historique et empreinte de liens culturels. Elle considère que ses liens linguistiques, culturels et militaires avec ces pays sont une assurance face à d'autres puissances. Mais tout en reconnaissant officiellement l'indépendance des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, Moscou continue clairement de considérer la région comme faisant partie de ses intérêts vitaux (Oliker et collab, 2015). Moscou perçoit la région des cinq républiques centrasiatiques comme son arrière-cour stratégique pour des raisons politiques, économiques mais surtout sécuritaires. La stabilité interne des pays d'Asie centrale est de mise pour la Russie; plusieurs facteurs qui viendraient déstabiliser ces pays comme des crises politiques, des tensions interethniques ou bien le terrorisme constitueraient des menaces directes pour la sécurité et la stabilité de l'Eurasie, et pour la Russie elle-même (Rumer, Trenin, Zhao, 2007). La Russie craint également une présence militaire étrangère

dans cette région ou un alignement avec une autre puissance, ce qui serait perçu comme étant une menace à sa sécurité nationale (Rumer,Trenin,Zhao,2007).

Certes, depuis l'éclatement de l'empire soviétique, la politique et la stratégie russe dans cette zone ont bien évidemment changé, mais il subsiste toujours cette volonté de préserver une place prépondérante (De Tinguay, 2013). Malgré la chute de l'URSS en 1991, les 5 pays ont gardé des liens très forts avec l'ex-empire. Cette région a été délaissée par la Russie pendant quelques temps après l'implosion de l'URSS. La direction de la politique étrangère russe vers l'Eurasie et l'Asie en général, est devenue une alternative suite à l'échec de son projet d'intégrer l'Occident et voir même, devenir un allié des États-Unis (Bordachev,2019).

Toutefois, peu après que Poutine est entré au pouvoir, il voulait que la Russie redevienne l'acteur de premier plan dans la région et détenir un droit de regard dans les affaires des pays d'Asie centrale (François,2017). La politique étrangère de la Russie en Asie centrale a trois objectifs principaux. Le premier consiste à promouvoir la sécurité et la coopération militaro-technique (modernisation des forces armées des États et construction de bases militaires au Kirghizistan et au Tadjikistan) (Zogg, 2019). En outre, trois des cinq États d'Asie centrale accueillent des troupes russes. La Russie a des troupes au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan et soutient les forces armées locales avec de l'équipement et des formations (Zogg, 2019). De plus, il y a une alliance de défense collective, parrainée par Moscou, l'Organisation du traité de sécurité collective, créée en 2002, qui comprend notamment quatre pays d'Asie centrale, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. C'est un important instrument multilatéral que détient Moscou, lui permettant de maintenir son influence politique dans la région.

Le second objectif est de faciliter les projets énergétiques dans le secteur pétrolier, gazier et celui de l'hydroélectricité. Le troisième est le renforcement des institutions d'intégration de l'Union économique eurasienne (UEE). Ainsi, cette région est devenue une zone essentielle pour que la Russie soit perçue comme une grande puissance globale (Lo,2015). La Russie a pris des mesures afin de pouvoir maintenir des liens économiques solides.

Au niveau bilatéral, les intérêts et les relations divergent avec chacun des pays. La Russie a conclu plusieurs accords bilatéraux portant sur un vaste type de domaines. Au niveau sécuritaire, ces accords portaient sur des planifications militaires, ainsi que des opérations conjointes. Toutefois, le Kazakhstan est important et prioritaire pour Moscou. Il y a énormément d'échanges économiques entre les deux pays. Noursoultan est le plus grand pays producteur d'énergie en Asie centrale et serait le partenaire idéal pour permettre à la Russie de devenir une superpuissance énergétique (Diesen, 2017). Ils partagent la plus longue frontière au monde, ce qui fait que cela nécessite une relation étroite de sécurité et défense avec le Kazakhstan, pour assurer la défense du territoire russe (Trenin,2018). Il est un élément fondamental dans la réussite du projet économique et politique de Poutine pour non seulement l'Asie centrale, mais aussi l'ensemble du continent eurasiatique (François, 2017). Le Kazakhstan est aussi un proche allié et un acteur essentiel au sein de l'Union économique eurasienne et de l'Organisation du Traité de sécurité collective.

La Russie est devenue à travers les années, le principal partenaire des États centrasiatiques autant dans le domaine politique qu'économique (Diesen, 2017). Elle est aussi le premier partenaire stratégique et militaire dans les relations avec les pays. Par ailleurs, Moscou cultive une relation très proche et amicale avec les chefs d'État et

apporte un soutien solide aux régimes (Dragneva,Wolczuk,2017). De plus, étant donné qu'il y a des flux importants de migrations de travail venus de ces pays vers la Russie, cela permet de renforcer davantage les relations culturelles entre les deux espaces (Laruelle,2017). En outre, la Russie permet aussi de jouer un rôle d'interface avec l'Occident; notamment en jouant un certain rôle de médiateur culturel de «l'euroanéité» (Laruelle,2017).

En 2010, la Russie crée l'Union douanière en 2010 avec le Kazakhstan, la Biélorussie, et le Kirghizstan. Ensuite, en 2012, vient s'ajouter des accords portant sur la mise en place de l'Espace économique eurasiatique (entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie) (Balci,2015). Enfin, en 2014, l'Union économique eurasiatique se crée, fondée sur tous les accords précédents et entre en vigueur en janvier 2015 (Balci,2015). Cela comprend la Russie, le Kirghizstan, le Kazakhstan, l'Arménie et la Biélorussie; tandis que le Tadjikistan et le Turkménistan sont des candidats potentiels. Cette union économique s'inspire énormément de l'Union européenne, dont le but est l'intégration économique des pays de la communauté économique eurasiatique (Lo,2015). C'est aussi une union douanière entre les anciennes républiques soviétiques. Elle consiste en la mise en place de projets visant à ouvrir des marchés des pays membres sans barrières ou tarifs douaniers, une libéralisation des taux d'échanges, la mise en place de politiques monétaires, commerciales et tarifaires communes, ainsi que la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux (Fouchère,2017).

Elle impose entre autre des droits de douane communs sur les importations extérieures. Un calendrier a été établi par l'UEE pour son intégration économique: réaliser une libre circulation des biens, des services, fonds et main-d'œuvre internes d'ici 2025; et comme

objectif à long terme, établir une union économique semblable à celle de l'Union européenne (Fouchère,2017). Moscou aspire à faire de l'UEE l'un des centres de l'ordre mondial multipolaire et à en faire un lien entre l'Asie et l'Europe (Dragneva,2018). Le président Poutine estime que l'UEE peut servir de contrepoids aux États-Unis et à l'Union Européenne et contre leur domination de l'économie mondiale et de l'ordre international. De plus, d'un point de vue économique, c'est d'encourager les entreprises au sein l'UEE à pouvoir concurrencer dans l'avenir avec les entreprises rivales de l'UE et des États-Unis sur la scène mondiale (Dragneva,2018). Enfin, c'est aussi une plateforme permettant d'assouvir son désir de grande puissance, sur le plan géopolitique et idéologique (Crisis Group,2017). En soi, ce n'est pas de contrôler les politiques et les institutions domestiques des États d'Asie centrale, mais ce serait d'influencer les dirigeants à aligner leur politique étrangère en accord avec les intérêts de Moscou (Dragneva, Wolczuk, 2017). Comme mentionné dans l'introduction, le monde est devenu multipolaire et s'organise de plus en plus en tant que blocs régionaux. De ce fait, il est nécessaire pour la Russie qu'il y ait une intégration régionale qui se fasse à travers l'UEE. Cela demande la volonté des États centrasiatiques de coopérer et de participer au bon fonctionnement de l'initiative régionale, menant possiblement à un bloc régional dirigé par Moscou.

Par le biais de cette initiative, « le Kremlin défend sa conception d'un partenariat eurasien étendu d'un réseau de formats d'intégration existants et émergents » (Dragneva,2018). Par conséquent, ces politiques permettraient à la Russie d'avoir la mainmise sur le marché centrasiatique composé de 62 millions de consommateurs et de s'assurer que leur marché soit orienté vers la Russie (François,2017).Cela va permettre d'exporter de manière

considérable les produits russes ainsi que de faciliter l'investissement russe, voir même un certain contrôle dans quelques secteurs de l'économie centre-asiatique. D'autre part, Moscou veut protéger et assurer son contrôle dans le marché des énergies centre-asiatiques notamment dans le secteur pétro-gazier; il y a des compagnies russes qui sont propriétaires de filiales dans la région. Par exemple, la compagnie russe Lukoil avait une filiale au Kazakhstan avant que celle-ci ne soit rachetée par la compagnie pétrolière chinoise Sinopec (François,2017). C'est pourquoi la Russie met en place une stratégie énergétique pour sécuriser l'acheminement des flux d'hydrocarbures en ayant un plus grand contrôle qui dès lors, lui garanti des revenus financiers ainsi qu'un important levier de négociation, notamment vis-à-vis de l'Europe, car une importante quantité d'hydrocarbures est acheminée vers le continent européen (Fouchère,2017).

Les relations économiques de la Russie avec les pays d'Asie centrale ont diminué depuis quelques années au profit de la Chine. Entre 2000 et 2012, la part de ces pays dans les importations totales de la Russie est passée de 35% à 13% (Balci,2015). L'Union Européenne mais surtout la Chine, ont pris des parts de marchés. Cependant, cela préoccupe le gouvernement russe, car il assiste à un déclin de son rôle économique dans son voisinage, voir un possible déclin politique et sécuritaire au profit de la Chine. La Chine a un rôle économique de plus en plus important, tandis que la Russie reste le partenaire privilégié dans le domaine de la sécurité (Lo,2015).

La relation entre la Russie et la Chine

Les relations entre la Russie et la Chine ont été normalisées en 1991, après des années de tensions et de discordes qui ont débutées vers la fin des années 50. Leurs points de

tensions étaient surtout reliés à un différend frontalier de longue date et à des tensions militaires à la frontière (Perovic,Zogg,2019). Aujourd'hui, la relation est basée sur plusieurs points d'accords qui ont établi des bases pour leur partenariat lancé dans les années 1990. En 1996, Pékin et Moscou ont pris des mesures pour établir un « Partenariat stratégique », un terme qui qualifie toujours de manière officielle la relation bilatérale par les deux États.

En juin 2019, lors d'une visite d'État à Moscou, Xi Jinping a réitéré l'importance d'une approche globale de partenariat stratégique de coordination pour une nouvelle ère (Perovic,Zogg,2019). La mise en place de ce partenariat stratégique a également été suivi par l'institution de mécanismes régissant la relation, au niveau des rencontres entre responsables de haut niveau, ainsi que la création de groupes et de comités de travail pour une meilleure coopération bilatérale (Hsiung,2019). Pourtant, la relation Moscou-Pékin, bien qu'elle ne soit pas une alliance, est plus qu'un partenariat stratégique. Selon Trenin, il vaut mieux la décrire comme une entente ou un accord de base sur les principes fondamentaux de l'ordre mondial soutenu par une collaboration pratique dans un éventail de domaines (Trenin,2018A).

Plusieurs observateurs estiment que la Russie et la Chine se méfient mutuellement et qu'il y a plusieurs points de tensions, tels que des griefs historiques persistants, un déséquilibre démographique et une asymétrie croissante du pouvoir qui exacerbe les insécurités de la Russie. Elle s'inquiète aussi du vol de propriété intellectuelle, notamment celui des technologies militaires russes sensibles, ce qui avait déjà entraîné un ralentissement des ventes d'armes en 2005 après un incident (Trenin,2018A).

Cependant, en 2012, le président Poutine a décidé de faire un pivot vers l'Est (en russe : *povorot na Vostok*) (Rolland,2019). Cette nouvelle orientation politique a promis de nouvelles initiatives dans trois directions clés: un développement économique croissant dans les régions de l'Extrême-Orient russe, ravivant de la même façon les liens avec les anciens républiques par l'intégration eurasienne, et enfin façonner un alignement politique plus étroit avec la Chine et les pays d'Asie de l'Est (Lewis,2018).

Le président chinois Xi Jinping a visité Moscou plus que toute autre capitale depuis qu'il a pris le pouvoir; les deux dirigeants ont une relation qui est assez amicale. En outre, lors de dizaines de sommets, les présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine ont affirmé qu'ils s'entendaient très bien au niveau personnel (Zogg,2019). Outre la relation entre les deux dirigeants, la relation entre les deux puissances est difficile à qualifier. Certains s'entendent pour dire que c'est un partenariat, d'autres que ce sont des alliés, étant donné que les deux pays partagent certains intérêts communs et rejettent ensemble l'hégémonisme américain. Leur supposée coopération ne serait qu'un mariage de connivence aux yeux de tous ; ils ne se feraient pas confiance et coopèrent ensemble parce qu'ils n'auraient aucun autre choix. Dans des instances internationales comme l'ONU, la Chine et la Russie poursuivent souvent des positions similaires. Ils prônent ensemble un ordre mondial multipolaire, la non-interférence et la coexistence de différents systèmes de valeurs. En cela, ils sont unis dans leur opposition à ce qu'ils perçoivent comme un ordre mondial libéral dirigé par les États-Unis. Les deux partagent des objectifs politiques communs. Les deux régimes privilégient avant tout la stabilité, la prévisibilité et la préservation de leur emprise sur le pouvoir (Trenin,2018A). En tant que membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ils partagent le désir de façonner

l'ordre international d'une manière qui place au centre de leurs intérêts la souveraineté et les limites de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures (Trenin,2018A). Cela est visible dans les débats sur divers domaines de la gouvernance mondiale tels que les normes dans le cyberspace et le contrôle sur Internet, où Pékin et Moscou se soutiennent (Trenin,2018A).

De ce fait, leur relation est perçue comme étant plutôt ambivalente, faite de convergences sur plusieurs sujets, mais aussi de méfiance et de rivalité (Meyer,2018). Poussée par des intérêts réels, la relation sino-russe serait désormais une «entente» qui se définit comme «étant une compatibilité fondamentale des visions du monde appuyée par une collaboration pratique dans un grand nombre de domaines» (Trenin,2019). Alors que la Chine et la Russie sont très différentes dans de nombreuses mesures du pouvoir, elles essaient de faire en sorte que la relation soit d'égal à égal. Cet équilibre est crucial pour la poursuite du partenariat sino-russe (Trenin,2019).

Grâce à leur «partenariat stratégique», la relation bilatérale s'est grandement renforcée au cours des années, et ce, à tous les niveaux. D'une part, les échanges économiques entre les deux pays ont rapidement augmenté. Il y a d'ailleurs une certaine complémentarité; la Russie fournit de l'énergie et des matières premières, tandis que la Chine exporte des technologies, des produits industriels et des biens de consommation (Perovic,Zogg,2019). Il y a des milliards de dollars d'échanges commerciaux entre les deux pays. La Russie est désormais la plus grande source de la Chine de pétrole brut et la Chine a investi dans deux grandes usines de GNL dans l'Arctique russe (Perovic,Zogg,2019). Le gazoduc sibérien acheminant du gaz russe vers la Chine a été inauguré au début de décembre 2019. Par ailleurs, la Chine aussi reste un marché-clé pour les ventes d'armes russes. La

Russie a vendu à la Chine certains de ses équipements militaires les plus avancés, y compris des avions de chasse SU-35 et les fameux systèmes de missiles sol-air S-400 (Lewis,2018).

Au niveau des crises internationales, on dénote une coopération étroite. Moscou a travaillé avec Pékin pour coordonner les politiques de crise concernant le programme nucléaire et de missiles de la Corée du Nord (Trenin,2018). Dans les questions d'ordre internationales, la Chine est un partenaire stratégique important; la Chine n'a pas condamné la Russie suite à l'annexion de la Crimée. La relation entre les deux puissances s'est énormément renforcée depuis quelques années; la Chine et la Russie n'ont jamais été aussi alignées depuis les années 50. Cela est perçu avec méfiance de la part des États-Unis. Plusieurs facteurs expliquent leur rapprochement et le renforcement de leur relation. Les deux États subissent des pressions économiques importantes de la part des États-Unis. Il y a les sanctions américaines qui ont fragilisé l'économie russe ou bien les tarifs douaniers contre les exportations chinoises par Trump.

L'économie russe souffre gravement après avoir fait l'objet de sanctions pour l'annexion de la Crimée d'Ukraine par Moscou en 2014 et les accusations d'ingérence dans les élections américaines de 2016. Cela a accéléré le pivot vers l'Est. Dans le même temps, Pékin s'est engagé dans des tarifs douaniers contre Washington dans le cadre de la guerre commerciale de Trump. La pression actuelle de Washington sur Pékin et Moscou n'est pas nécessairement la principale cause du rapprochement croissant entre la Russie et la Chine, mais elle en a bien évidemment accéléré la cadence (Trenin,2019).

Pékin et Moscou ont établi la volonté d'une plus grande coopération dans plusieurs domaines, de l'intelligence artificielle à la robotique, en passant par la participation à des institutions multilatérales telles que les Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce. D'autre part, les deux pays discutent pour prendre des mesures communes afin d'éviter les risques de sanctions de l'Occident, notamment en poussant à la promotion de l'utilisation du rouble et du yuan au lieu du dollar américain.

En matière de sécurité, les deux pays ont renforcé leur coopération. Depuis la chute de l'URSS, Moscou a organisé le plus important exercice militaire, le Vostok 2018 (Boulègue, 2018). La Chine y a pris part. Ce fut la première fois que Pékin participait à des exercices militaires avec Moscou. Cela envoyait un message fort aux Occidentaux que la relation sino-russe était passée à un autre niveau. Surtout, le signal destiné aux États-Unis et à l'Occident est qu'en période de tensions entre la Russie et l'Occident, Moscou n'est pas isolée sur le plan militaire et peut compter sur la Chine comme allié (Boulègue, 2018). Pour la Russie, c'est aussi l'expression d'une plus grande confiance envers la Chine. Toutefois, il est important de prendre en compte qu'il y a des limites dans le partenariat sino-russe, et qu'une alliance n'est pas prêt de voir le jour.

Ainsi, étant donné que les deux pays sont en quelque sorte isolés par les Occidentaux, la Russie plus que la Chine, leur relation se renforce davantage. De plus, face à la montée du protectionnisme et de l'unilatéralisme de Trump, Moscou et Pékin sont plus proches que jamais. À d'autres égards, la Russie a envoyé un message à Trump: *«Si les États-Unis continuent de pousser la Russie dans un coin, ils seront forcés de sombrer davantage dans l'étreinte ferme de la Chine»* (Liu, 2019). Toutefois, malgré ce rapprochement important, il est nécessaire d'être prudent. La relation reste quoiqu'asymétrique, ce qui ne

mènera pas à une alliance entre les deux. L'écart dans la taille et les taux de croissance de leurs économies respectives est assez important. Au niveau économique, la Russie a plus besoin de la Chine, qui est la deuxième économie mondiale, plus que la Chine a besoin de la Russie (Liu,2019). Malgré les relations étroites de la Russie avec Pékin, la Russie refuse d'être reléguée comme un partenaire junior de la Chine (Trenin,2018). Elle reste prudente et observe avec appréhension l'extension de la Chine dans sa sphère d'influence.

La Russie et la Chine en Asie centrale

La région de l'Asie centrale est la région où les deux pays détiennent des intérêts qui pourraient se concurrencer. Des analystes estiment que l'Asie centrale la cause des tensions et des rivalités sino-russes sur l'influence politique, militaire et économique (Kaczmarek,2019.) En outre, la façon dont ils interagissent en Asie centrale peut servir d'indicateur de leur engagement à l'égard de leur partenariat et aussi de voir si leurs relations globales et leurs considérations stratégiques vont changer à un moment donné dans le futur (Zoog,2019).

Brièvement, l'intérêt de la Chine envers cette région a commencé au début des années 2000, mais avec l'intégration de la nouvelle route de la soie, l'influence chinoise commence à gagner de l'importance sur le plan stratégique. La Chine a établi la région centrasiatique comme un point déterminant de la réussite de son projet économique. La Chine veut avoir une diplomatie *de bon voisinage et gagnant-gagnant* avec ces États, en entretenant des relations solides (Perovic,Zogg,2019).

Pékin commence à vouloir s'affirmer davantage comme une puissance dominante dans la région qui est la chasse-gardée de l'ex-empire soviétique (Meyer,2018). Étant la deuxième économie mondiale, qui offre des prêts sans conditions, elle détient un avantage supérieur à Moscou en ayant plus d'argent à offrir, comparativement à la Russie, qui n'a pas la capacité financière de la Chine à offrir une aide économique d'une telle importance. Cela est un facteur essentiel, car le développement économique a longtemps tardé chez les ex-républiques soviétiques; l'assistance financière de la Chine ainsi que son projet apparaissent à leurs yeux comme une opportunité unique de pouvoir intégrer les marchés mondiaux et ainsi développer leur pays.

Les deux États coopèrent ensemble dans le domaine de la sécurité en Asie centrale à travers l'Organisation de Coopération de Shanghai. Établie en 2001, cette institution permet à Moscou et à Pékin de se partager la responsabilité quant au maintien de la stabilité et de la sécurité en Asie centrale (Rumer,Trenin,Zhao,2007). Ayant des frontières communes avec cette région, les deux puissances partagent un intérêt commun qui est de s'assurer de la stabilité de ces pays.

CHAPITRE 2

L'initiative la nouvelle route de la soie

The Belt and Road initiative, aussi communément appelée *la nouvelle route de la soie*, est un projet de grande envergure mondiale parrainé par Xi Jinping et présenté publiquement par la Chine en 2013. Cette nouvelle route de la soie du 21^e siècle est inspirée des anciennes et historiques routes de la soie datant d'il y a plus de 2000 ans, qui ont autrefois permis des échanges commerciaux et culturels entre l'Orient et l'Occident et qui ont forgé des réseaux commerciaux dans ce qui est aujourd'hui les pays d'Asie centrale (Chatzky,Mcbride,2020). Ces routes s'étendaient autrefois sur plus de quatre mille kilomètres jusqu'en Europe (Chatzky,Mcbride,2020). À l'heure actuelle, ce projet considéré comme étant la plus importante initiative du 21^e siècle, consiste en la création de routes commerciales terrestres et maritimes en direction de l'Asie, de l'Europe, ainsi que vers l'Afrique; ces routes vont donc relier la Chine au reste du monde.

The Belt and Road initiative comprend aujourd'hui environ une centaine de pays et compterait pour un quart du PIB mondial (Kuo,Kommenda,2018). La Chine aurait investi au moins 210 milliards de dollars, et la majorité de ses investissements sont en Asie. Par ailleurs, la *OBOR*¹ comprend environ 900 projets d'infrastructures, dont des routes, des voies ferrées, des ports, des centrales électriques et des ponts dans plus de 60 pays; le coût total du projet est estimé à plus d'un trillion de dollars, financé entre autres par le Fond souverain de la Route de la Soie et la Banque asiatique d'investissement

¹ OBOR est le sigle de One Belt, One road initiative

(Kuo,Kommenda,2018). La nouvelle route de la soie est un projet très ambitieux et c'est aussi un moyen pour la Chine d'améliorer et de favoriser la coopération entre elle et les pays dans le commerce mondial.

Le projet comprend quatre dimensions. La première concerne le domaine terrestre, ferroviaire et routier (appelé *Silk Road Economic Belt*) ainsi que le domaine maritime (appelé *21st Century Maritime Silk Road*); la deuxième dimension porte sur une meilleure coopération économique visant un commerce plus libre, une intégration douanière et financière, ainsi que des politiques économiques coordonnées (Chatzky,McBride,2020). La troisième dimension vise une coopération énergétique en consolidant une connectivité énergétique par le biais de la construction d'oléoducs et de barrages (Chatzky,McBride,2020). Enfin, la dernière dimension porte sur la coopération culturelle afin qu'il y ait davantage d'échanges entre les populations. Pour réaliser cela, ils vont implanter de meilleures infrastructures de télécommunications, promouvoir le tourisme ainsi que la construction de musées portant sur l'histoire de la route de la soie dans les pays traversés par la dite initiative (Mottet, Lasserre,2018).

Ainsi, ces dimensions sont des avantages à la Chine à plusieurs niveaux. Par exemple, dans le volet du transport, ils comptent développer un réseau portuaire entre la Chine et l'Europe via la route traditionnelle du détroit de Malacca et du canal de Suez, ainsi qu'en Afrique (Mottet, Lasserre,2018). Cela sera bénéfique pour les entreprises chinoises, car le transport de marchandises sera davantage facilité et elles auront la mainmise dans la gestion de ports. Le projet prévoit que pour faire face à l'expansion du trafic commercial maritime, la Chine investirait dans le développement de ports le long de l'océan Indien,

de l'Asie du Sud-est jusqu'à l'Afrique de l'Est, et certaines parties de l'Europe (Chatzky,Mcbride,2020).

D'autre part, la part importante du projet comprend six corridors continentaux qui sont des routes qui lient différents pays et villes: le corridor du nouveau pont intercontinental de l'Eurasie, le corridor économique Chine-Mongolie-Russie, le corridor Chine-Asie-centrale-Moyen-Orient, le corridor économique Chine-Péninsule indochinoise, le corridor Chine-Pakistan et le corridor économique Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar (Lehman,2015). Dans ces corridors, on projette de construire des infrastructures, des lignes ferroviaires et des réseaux d'énergie. La route de la soie maritime du 21^e siècle intègre des routes reliant la mer de Chine méridionale et l'océan Indien à l'Europe, et des routes de la mer de Chine méridionale au Pacifique sud (Rumi,2016). La coopération régionale et continentale sur les infrastructures de transport nouvelles ainsi que sur les réformes des politiques pourrait réduire considérablement les coûts du commerce et améliorer la connectivité, entraînant un accroissement des échanges et des investissements transfrontaliers et une augmentation de la croissance dans la région continentale (Mottet, Lasserre,2018,p.3).

L'objectif est de renforcer les échanges commerciaux et d'améliorer la connectivité entre la Chine et divers marchés de part et d'autre du monde. La connectivité est un volet essentiel qui ne porte pas seulement sur les infrastructures, mais aussi à améliorer l'échange d'informations, la coopération en matière d'inspection et de quarantaine et la suppression des obstacles à l'investissement et au commerce (McBride,2015).

La relance de la route de la soie par la Chine n'est pas seulement une réminiscence de son histoire, mais elle en dit long sur l'orientation stratégique du pays. Pékin voit la BRI comme un moyen de trouver de nouveaux marchés, de réduire le déséquilibre de développement entre ses provinces côtières, surtout celles touchées par la pauvreté, et de préserver la stabilité nationale (Laruelle,2017). Dans ce sens, la BRI est d'ailleurs dirigée par la stratégie de développement et de stabilisation du Xinjiang, que Pékin veut protéger de toute aspiration terroriste ou séparatiste. Compte tenu de la proximité du Xinjiang avec l'Asie centrale, les dirigeants politiques chinois veulent stabiliser la région en usant d'une diplomatie des infrastructures (Bessler,2017). Cette politique s'appuie sur la construction d'un couloir d'interconnectivité, qui vise à transformer les provinces reculées de la Chine en centres économiques et logistiques dans la connexion entre l'Asie et l'Europe (Bessler,2017). En outre, une telle réalisation vise à intégrer plus étroitement les voisins de la Chine à l'économie chinoise, et seront reliés à un réseau de liens commerciaux, de liaisons de transport et d'institutions multilatérales qui auront la Chine en leur centre (McBride,2015).

Pékin mise radicalement sur l'amélioration de la capacité du réseau d'infrastructures ferroviaires, car cela réduira de beaucoup la durée des trajets; avec le transport par train, les marchandises prendront beaucoup moins de temps à se rendre, contrairement au transport par bateaux (World Bank,2018). Le Fonds monétaire international estime que la BRI a un grand potentiel pour la Chine et les pays participants, et que cela va remédier aux manques d'infrastructures essentielles dans les pays en voie de développement(The Economist,2017). Cela aura une incidence importante sur la croissance, les chaînes d'approvisionnement, le commerce et cela va créer de l'emploi.

Présentement, plus de 100 pays et organisations internationales ont réagi favorablement à cette initiative, et plus de 40 pays ont signé des accords de coopération. À un sommet de la One Belt One Road qui s'est tenu à Beijing en 2016, Xi Jinping avait déclaré qu'au cours des trois dernières années, les investissements chinois dans les pays qui ont adhéré au projet, s'élevaient à près de 50 milliards de dollars. Au cours des prochaines années, cela se portera à environ 200 milliards de dollars (Rumi,2016). L'initiative chinoise attire les pays du Sud principalement, parce que les prêts sont généralement assortis de conditions beaucoup moins contraignantes que celles des pays occidentaux, avec un modèle de gouvernance nettement plus différent, beaucoup moins porté sur les droits de l'homme et la démocratie.

Ainsi, ce projet semble attrayant pour de nombreux pays, car la Chine s'engage par l'entremise de ce projet, à s'occuper des infrastructures, à établir des échanges de commerce et d'investissements entre elle et les pays concernés (World Bank,2018). Grâce à la BRI, la Chine veut sécuriser son approvisionnement de matières premières dont elle a énormément besoin pour faire tourner son économie qui s'essouffle, spécialement à cause d'une baisse des échanges avec les États-Unis, ainsi que l'acheminement de ses produits vers ses principaux marchés, particulièrement vers l'Europe (RFI,2017). De plus, cela permet de promouvoir sa monnaie, le yuan, comme monnaie internationales et de réduire les tensions commerciales causées par des tarifs ainsi que par les coûts de transport.

Le projet de Xi Jinping servira donc à renforcer la place du commerce chinois dans le monde. Toutefois, le projet comprend aussi une dimension sécuritaire qui permet à Pékin d'étendre sa présence sur le plan militaire. Cela se fera grâce aux réseaux portuaires qui

lui serviront d'appui logistique pour les patrouilles navales qui défendent ses intérêts à l'étranger. Les analystes disent que les ports et autres infrastructures pourraient être utilisés non seulement à des fins commerciales, mais aussi militaires (McBride,2015). De plus, dans sa stratégie de défense et de projection de pouvoir dans le continent asiatique, la Chine compte sécuriser militairement les chemins de fer, dans le but de protéger les lignes de ravitaillement (Laruelle,2017). La Chine pourra être capable de prendre des mesures militaires proactives sur plusieurs théâtres. Ainsi, la nouvelle route de la soie pourrait alors favoriser une rapide mobilisation de troupes si nécessaire (Laruelle,2017).

Les nouvelles routes de la soie ne limitent pas seulement au commerce; c'est aussi une façon de propager l'influence chinoise en exportant un nouveau modèle de coopération internationale et de gouvernance globale. Cela traduit aussi une volonté de devenir le leader de l'économie mondiale, en faisant la promotion du libre-échange, face au protectionnisme ambiant. En octobre 2017, le président Xi Jinping avait prononcé dans son discours qu'il y a «un mouvement de la Chine vers le centre du pouvoir mondial» (The Economist,2017). Ainsi, l'Empire du milieu développe dans sa politique économique et stratégique son soft power et sa diplomatie d'influence entre autre par le biais de la connectivité.

Plusieurs voient les nouvelles routes de la soie comme ayant une finalité hégémonique. Cela pourrait être véridique, dans le sens où le géant asiatique porterait probablement un projet d'affirmation de son statut de puissance mondiale, voir être le porte-étendard du monde multipolaire; se présenter en tant qu'alternative face à une puissance américaine déclinante. Cela fait partie de la pensée stratégique chinoise d'une nouvelle façon

d'imposer sa domination et son influence à travers le monde. Cependant, ce projet n'est pas sans défis et obstacles. En reliant l'initiative Belt and Road à un grand nombre de régions et de projets, plusieurs pays, dont les pays occidentaux, de même que le Japon et l'Inde, vont se méfier des intentions de la Chine, ce qui pourrait causer des frictions entre différentes puissances régionales. Il est inévitable que la Chine soit accusée de chercher à devenir l'hégémon mondial et de vouloir façonner de nouvelles normes internationales.

Le projet de la route de la soie en Asie centrale

Le 7 septembre 2013, lorsque le président chinois annonce le lancement de l'initiative terrestre de la nouvelle route de la soie, il le fait à Astana, la précédente capitale du Kazakhstan. Le choix de l'emplacement n'est pas anodin, et a bien évidemment une raison politique, qui est de considérer l'Asie centrale comme le nouveau partenaire privilégié de la puissance chinoise. L'Asie centrale est essentielle à la réalisation de la BRI, car elle était le cœur de l'ancienne route de la soie et elle est perçue comme étant un carrefour stratégique par les puissances. Ensuite, Xi Jinping avait déclaré dans son discours le processus de mise en œuvre de l'OBOR dans son discours devant l'université de Nazarbayev au Kazakhstan:

«la première étape est que la communication entre les pays concernés devrait être renforcée, que toutes les décisions devraient être prises conjointement et que la Chine ne souhaite pas adopter une approche unilatérale, la deuxième étape impliquerait la création d'une infrastructure de transport, la troisième aurait besoin de cadres pour le commerce et

les investissements et que la quatrième étape impliquerait la standardisation du système monétaire » (Bessler,2017).

Ainsi par l'entremise de cette initiative, l'Empire du milieu s'engage à promouvoir le libre-échange dans la région en investissant plusieurs milliards de dollars dans de nombreux secteurs, tels que les transports et les infrastructures (Crisis Group,2017).

Les nouvelles routes de la soie représentent pour ces pays une opportunité de pouvoir développer leur économie, améliorer leurs infrastructures et les réseaux de transports et enfin de pouvoir participer à la mondialisation, en s'intégrant aux marchés asiatiques et européens. Leur développement a été d'une part miné par les régimes autoritaires et par leur enclavement étant donné qu'ils n'ont aucun accès à la mer. De plus, leurs infrastructures sont en mauvais état (Hashimova,2018). D'autre part, les relations économiques entre les pays centre-asiatiques sont assez faibles; ils sont économiquement isolés les uns des autres, le commerce intra-régional ne représente que 6,2% de tout le commerce transfrontalier (Hashimova,2018). Ils dépendent également fortement de la Russie, en particulier pour les envois de fonds qui représentent un tiers du produit intérieur brut du Kirghizistan et du Tadjikistan. En 2018, les envois de fonds avaient drastiquement diminué en raison des difficultés économiques de la Russie (Chatzky,Mcbride,2020).

La Chine tente depuis quelques années de se rapprocher de ces pays; elle a intégré la région centrasiatique dans sa politique étrangère, car elle est un important fournisseur en hydrocarbures et en produits agricoles pour la Chine. Certains pays de l'Asie centrale depuis leur indépendance, veulent aussi se rapprocher davantage de la Chine, pour des raisons économiques et ainsi avoir des relations plus diversifiées. En outre, ils voient en

la BRI une opportunité unique, car les projets d'infrastructures vont soutenir leurs économies et ils pourront désormais se rapprocher des marchés européens et asiatiques, grâce à la réduction des obstacles physiques, techniques et politiques au commerce permis par la nouvelle route de la soie.

L'intégration de la nouvelle route la soie en Asie centrale est répartie sous plusieurs projets, dont certains sont en cours de réalisation et d'autres seront mis sur pied et au fur et à mesure. Il est prévu que des accords bilatéraux soient signés avec les dirigeants de chaque État. Ensuite, la BRI amènera l'Asie centrale et la Chine à davantage coopérer dans le domaine économique et sécuritaire; des prêts de la Chine seront également accordés. Les dirigeants centrasiatiques veulent que la Chine s'implique dans leur développement socio-économique en tant que principal bailleur de fonds pour les projets d'infrastructures et de connectivité. Des accords bilatéraux de milliards de dollars entre la Chine et les cinq États d'Asie centrale ont été signés depuis l'annonce du président Xi en 2013, axés sur les infrastructures, l'énergie et le commerce (Laruelle,2017). En 2014, Pékin a conclu des accords d'une valeur de 30 milliards de dollars avec le Kazakhstan, des accords de 15 milliards de dollars avec l'Ouzbékistan et de 3 milliards de dollars avec le Kirghizistan (McBride,2015). Une structure des chemins de fer, des pipelines d'énergie et des autoroutes vont passer par les anciennes républiques soviétiques.

Il y a deux corridors économiques qui passent par les pays d'Asie centrale : le corridor du nouveau pont intercontinental de l'Eurasie et celui de la Chine-Asie centrale-Moyen-Orient. Par rapport au transport, il y a trois liaisons ferroviaires qui ont été construites: *Pop-Angren* en Ouzbékistan, *Uzen-Bereket-Gorgan* traversant le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Iran et entre le Kazhakshtan et la ville de Khorgos (McBride,2015).

Plusieurs accords ont été signés avec le Kazakhstan, pays qui attire énormément les convoitises. Plusieurs éléments peuvent expliquer pourquoi la Chine s'est attardée sur le Kazakhstan et veut en faire un partenaire important. C'est le pays le plus riche et le plus vaste d'Asie, où il se trouve beaucoup d'opportunités. Par ailleurs, aussi pour des raisons stratégiques, car le Kazakhstan a des frontières avec la province du Xinjiang (la communauté ouïgoure est culturellement semblable à celle des pays centrasiatiques) (Rolland,2015).

La province du Xinjiang préoccupe la Chine, car il y a de nombreuses tensions causées par le séparatisme et l'extrémisme; le Kazakhstan pourrait donc jouer un rôle de stabilisateur vis-à-vis de la province chinoise du Xinjiang (Mottet,Lasserre,2018).

La Chine vise à stabiliser la région pour que cela ne compromette pas la *OBOR*, car les nouvelles routes de la soie traversent la province; trois des six corridors économiques terrestres devraient y passer à travers. Parmi eux, il y a le corridor économique Chine-Asie centrale-Moyen-Orient qui part du Xinjiang à Alashankou (ville au Kazakhstan), aux chemins de fer de l'Asie centrale jusqu'à la côte méditerranéenne et enfin à la péninsule arabique (Crisis Group,2017). Le couloir couvre principalement le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan; il y a au total 17 pays traversés. Ce couloir suit généralement le chemin de l'ancienne route de la soie (Lehman,2017). C'est un corridor très important stratégiquement et il est aussi un des principaux axes de la BRI. La Chine voit donc les pays d'Asie centrale comme étant des partenaires pouvant aider à stabiliser la région.

Par ailleurs, l'Ouzbékistan et la Chine ont signé des accords de 23 milliards de dollars portant sur de multiples secteurs, comme les chemins de fer et les oléoducs. Au

Kirghizistan, plusieurs accords ont aussi été signés, qui vont contribuer au développement des petites et moyennes entreprises, avec l'installation de lignes de communication par fibre optique de la Chine à l'Europe via le Kirghizistan (Putz,2015). Le pays a aussi inauguré en 2015, une ligne électrique financée par la Chine, qui devrait favoriser l'indépendance énergétique au pays, par la construction d'une ligne électrique de 450 km qui devrait permettre au Kirghizistan d'économiser des millions de dollars en transport énergétique, n'ayant plus à faire passer son électricité par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan (Laruelle,2017). Cela fait parti des nombreux projets qui sont parrainés par le géant asiatique.

Le Kirghizistan est enchanté par la BRI et a signé des accords avec Pékin d'une valeur de 23 milliards de dollars. Le dirigeant kirghiz avait déclaré : « Je suis convaincu que la mise en œuvre de ce projet à grande échelle, couvrant désormais plus de 60% de la population mondiale, contribuera à la formation d'une ceinture commune de paix, de prospérité, de progrès, de coopération et d'amitié entre nos pays et nos peuples » (Putz,2017). En outre, on constate que cela va même favoriser de meilleurs échanges entre les pays centrasiatiques, permettant la coopération dans les domaines industriels, scientifiques et même culturels, en mettant sur pied des projets conjoints.

La BRI pourra probablement être bénéfique aux entreprises locales, car celle-ci prévoit à ce qu'il y ait des investissements chinois dans les industries de la région. Par exemple, le groupe chinois Xinjiang Zhongtai a investi dans des usines de textile au Tadjikistan et en Ouzbékistan, ce qui fera partie d'un nouveau parc industriel pour l'agriculture et le textile de la route de la soie (Laruelle,2017). Des entreprises chinoises dans le domaine textile et agricole vont aussi s'installer dans le nouveau parc industriel.(Laruelle,2017) Ainsi, cela

va contribuer au développement socio-économique de ces pays, avec l'augmentation de l'emploi et par la même occasion, améliorer le bien-être des personnes. La connectivité et les politiques économiques coordonnées qui sont dans la OBOR, commencent à prendre effet avec le Kazakhstan, qui a été le premier pays centrasiatique à être allé dans le sens de Pékin en alignant sa stratégie économique nationale à celle de l'initiative chinoise (Laruelle,2017).

Le président avait présenté un plan de relance économique de 9 milliards de dollars pour 2015-2019. Ses objectifs ressemblent beaucoup à ceux de la politique de la BRI en Chine: elle se concentre notamment sur le développement des infrastructures de transport, sur la logistique, l'industrie et l'énergie (Laruelle,2017). Toutefois, il faut noter que l'intégration de l'initiative dans la région est différente à plusieurs niveaux. Le Kazakhstan est celui qui bénéficie le plus, grâce à la mise en place de plusieurs projets et d'investissements chinois. Ensuite, suivent le Tadjikistan et du Kirghizistan. L'Ouzbékistan qui au départ, n'était pas friand des investissements chinois, a adopté des réformes en 2019 pour attirer plus d'investissement chinois, ce qui a permis la conclusion d'accords de milliards de dollars (Saidov,2019).

Ainsi, la région centrasiatique semble être de nouveau au cœur de la nouvelle route de la soie. Elle pourrait intégrer le commerce mondial et avoir une voie pour un meilleur développement économique. Le volet terrestre de l'initiative a une grande incidence sur la position des États d'Asie centrale sur la scène mondiale, avec la circulation des marchandises et l'opportunité de participer à un libre-échange avec d'autres pays. Cela va changer le statut international de ces États, en les faisant apparaître comme des marchés émergents aux yeux de leurs voisins. Les conséquences des nouvelles routes de la soie en

Asie centrale seront donc importantes, en ce qui a trait à la politique intérieure et aussi en termes de transformation régionale (François,2017). Si la BRI réalise les objectifs et les résultats espérés, il est fort probable que l'Asie centrale deviendra un acteur important dans les relations internationales. Le président kazakh avait souligné que l'Asie centrale avait retrouvé son importance stratégique et était devenue le principal pont entre les plus grands marchés du monde (Stronski,2018).

CHAPITRE 3

La Russie face à la nouvelle route de la soie

Ainsi face à la portée de ce projet gigantesque, la nouvelle route de la soie pourrait possiblement créer une rivalité géopolitique entre la Russie et la Chine. Comme nous l'avions vu, cette initiative permet à la Chine de propager son influence, ce qui a des implications au niveau économique et géopolitique. Au vu de l'analyse de la BRI, nous pouvons ainsi constater que la Russie a une position délicate et que sa réaction face à son partenaire chinois sera bien évidemment mesurée. D'une part, elle voudra protéger ses intérêts vitaux en Asie centrale et d'une autre part, gérer sa relation avec la Chine. Nous avons supposé qu'il existe des réticences du Kremlin quant à la composante terrestre des nouvelles routes de la soie. En effet, il y a certains éléments qui montrent que la Russie partage une certaine méfiance envers l'initiative chinoise. Les États centrasiatiques qui n'ont pas encore rejoint l'UEE, risquent de préférer faire partie de la BRI, qui leur semble plus attrayante. Mais, il y a aussi plusieurs éléments montrant que la Russie, pour diverses raisons, a finit par accueillir l'initiative, car c'était une opportunité à saisir face à la situation à laquelle elle se trouvait. Sa position serait en quelque sorte balancée entre la méfiance et la coopération.

Premièrement, lors de l'annonce de l'initiative de la nouvelle route de la soie, celle-ci a été accueillie avec de l'anxiété et de la méfiance à Moscou, qui au départ, ne l'a pas vu comme une opportunité économique, mais plutôt comme un défi, car ce projet pouvait concurrencer directement les intérêts russes en Asie centrale (Aleexeva,2018). En effet, cela mettait en danger les intérêts économiques, politiques et sécuritaires du Kremlin. Le

Kremlin a d'abord considéré l'initiative comme la probabilité d'une rivalité émergente avec la Chine dans la région centrasiatique, ce qui pouvait nuire à son emprise dans la région qu'elle considère comme sa sphère d'influence (Rolland,2015). La BRI était également perçue comme un défi pour l'UEE qui était la principale structure d'intégration économique dans l'espace eurasiatique. L'UEE est le principal projet qui regroupe ces intérêts, ce qui fragilisait la position russe dans la région, mettant à mal ses efforts (Crisis Group,2017). L'annonce de la BRI en 2013 a poussé Moscou à accélérer la mise en place de l'UEE et à débiter la finalisation du processus de l'UEE en 2014.

Enfin, Moscou considérait la BRI comme un défi à l'aspiration de la Russie à servir de pont entre l'Europe et l'Asie, en particulier via le projet de développement du chemin de fer transsibérien, qui pourrait être supplanté par des routes et des chemins de fer de construction chinoise contournant la Russie via l'Asie centrale (Khasanov,2019). Tous les experts russes conviennent que la mise en œuvre de l'initiative va renforcer inévitablement l'influence de la Chine dans cette région (Gabuev,Yu,2019). Certains plus alarmistes, considèrent les actions de Pékin non pas comme une opportunité, mais comme une menace pour les intérêts de la Russie. Ils pensent que le but ultime de la Chine est l'expansion territoriale et économique, y compris dans l'espace postsoviétique (Gabuev,Yu,2019).

D'une part, cela fait en sorte que deux nouvelles initiatives régionales vont se concurrencer et risquent fort probablement de modifier le paysage politique de l'Asie centrale avec l'Union économique eurasiatique de la Russie et la Belt and Road initiative de la Chine. Le Kremlin n'ignore pas le fait que Pékin est aujourd'hui un acteur économique incontournable dans les pays centrasiatiques, dont les activités économiques

dans la région dépassent celles de la Russie (Gabuev, Yu, 2019). L'émergence de projets régionaux parallèles pour l'Asie centrale est un défi dans les relations sino-russes, car cela dépendra de leur volonté ou non de pouvoir coopérer (Kaczmariski, 2019).

Comme nous l'avons vu précédemment, le projet chinois vise à connecter plusieurs marchés. De plus, cela permettra à la Chine de pouvoir acheminer sa marchandise afin de devenir l'acteur de premier plan dans le commerce international. Ainsi, la Chine peut rivaliser avec la Russie dans le domaine économique dans la région (Kaczmariski, 2019). La BRI menace les objectifs de l'UEE qui est un marché économique fermé, dominé par la Russie. Cette dernière voudra donc protéger son influence face à une Chine de plus en plus présente.

L'influence chinoise croît de manière importante grâce à la BRI, notamment en investissant dans le renouvellement des infrastructures qui sont en piètre état datant de l'URSS. Cela menace les intérêts économiques de la Russie parce qu'elle n'a pas les ressources financières que la Chine détient (Crisis Group, 2017). La nouvelle route de la soie semble davantage plus intéressante, car les pays centrasiatiques l'a perçoivent comme étant une opportunité de participer au commerce mondial, alors que l'UEE semble être plutôt un outil d'influence russe, ne leur permettant pas nécessairement un développement économique à long terme. Les échanges commerciaux entre la Chine et les anciennes républiques soviétiques centrales ont énormément accru, se rapportant à près de 30 milliards de dollars en 2016, comparativement aux 18 milliards de dollars du côté russe.

De plus, le fait que la Chine se rapproche davantage du Kazakhstan, allié clé de Moscou, inquiète fortement le Kremlin, car le Kazakhstan est le pays le plus vaste et le plus riche d'Asie centrale et il partage une longue frontière avec la Russie. Il est stratégiquement positionné et agit comme un portail de la Chine vers l'Europe (Crisis Group,2017). La ville de Khorgos au Kazakhstan, où on retrouve le plus grand port routier du pays, est frontalière avec la province chinoise du Xinjiang. Le Kazakhstan a une position géostratégique importante aux yeux de la Chine et de la Russie. La Chine considère qu'il est crucial pour le transit de marchandises, pour l'énergie et pour stabiliser la province du Xinjiang (Zogg,2019). Ainsi, une présence chinoise de plus en plus importante au Kazakhstan risque de contrebalancer la présence russe. En outre, la montée en puissance de la Chine et ses capacités économiques énormes par rapport à la Russie, créent un certain déséquilibre de pouvoir dans la région d'Asie centrale (Zogg,2019). Le projet chinois menace donc de réduire la place de la Russie en tant que principal partenaire économique (The Economist,2017). Les deux initiatives pourraient être incompatibles en terme d'objectifs et peuvent devenir une source de tension entre les deux puissances, surtout pour la Russie qui veut que sa sphère d'influence ne soit pas approchée sans son accord.

D'autre part, au niveau des ressources, il pourrait y avoir une concurrence entre les deux puissances. D'un côté, la Russie veut être le principal pays de transit pour les ressources énergétiques d'Asie centrale et dominer l'industrie du gaz naturel de la région tandis que d'un autre côté, la Chine cherche à exploiter les vastes ressources de la région, risquant de mettre à mal le monopole énergétique de la Russie (McBride,2015). Moscou veut protéger et assurer son contrôle dans le marché des énergies centrasiatiques notamment

dans le secteur pétro-gazier; il y a des compagnies russes qui sont propriétaires de filiales dans la région. Par exemple, la compagnie russe Lukoil avait une filiale au Kazakhstan avant que celle-ci ne soit rachetée par la compagnie pétrolière chinoise Sinopec (Fouchère, 2017). C'est pourquoi la Russie met en place une stratégie énergétique pour sécuriser l'acheminement des flux d'hydrocarbures en ayant un plus grand contrôle qui dès lors, lui garanti des revenus financiers ainsi qu'un important levier de négociation, notamment vis-à-vis de l'Europe, car une importante quantité d'hydrocarbures est acheminée vers le continent européen (Fouchère, 2017). Mais, il semblerait que l'Empire du milieu pourrait fortement entacher le monopole de la Russie sur les exportations de pétrole et de gaz d'Asie centrale.

Ensuite, il est aussi nécessaire de prendre en compte l'indicateur géopolitique, car la OBOR a évidemment d'importantes implications géopolitiques. « Les nouvelles routes de la soie répondent à plusieurs impératifs stratégiques chinois tandis qu'elles aspirent à modifier en profondeur les équilibres géopolitiques régionaux voire mondiaux» (Lo,2015). L'Asie centrale est perçue comme étant un carrefour stratégique et une zone pivot au cœur de l'Eurasie. Il y a une expression reliée à la théorie du Heartland de Mackinder, affirmant que : « Celui qui domine l'Asie centrale, contrôle le continent eurasiatique » (Lo,2015). C'est pourquoi notamment Moscou aurait un important intérêt géopolitique dans la région et voudrait conserver une influence forte en entretenant des liens personnels avec les régimes afin de préserver ce qu'elle considère comme sa sphère d'intérêt. Depuis peu, Poutine poursuit des objectifs géopolitiques dans la région notamment en ayant des relations proches avec les élites politiques des pays centrasiatiques, en faisant évoluer une certaine convergence politique.

Ainsi, pour renforcer son statut de puissance eurasiatique, Moscou use des processus d'intégration dans la région pour faire revivre un espace postsoviétique; elle investit dans des infrastructures économiques et dans des mécanismes institutionnels pour consolider son influence politique (Khasanov,2019). Le Kremlin utilise à son avantage plusieurs autres éléments d'influence pour garder pied dans cette région. Il estime essentiel que sa légitimité politique subsiste dans cette région quelque peu instable, avec l'apparition de nouveaux facteurs et de nouveaux enjeux qui pourraient mettre en péril son emprise dans sa région d'influence (Institut méditerranéen,2018). L'UEE est un moyen pour ses intérêts géopolitiques qui lui permet de renforcer son influence et de retrouver sa posture d'autrefois. Le Kremlin espère créer une sorte de régionalisme postsoviétique, en veillant à ce que ses intérêts, surtout en matière de politique étrangère et de sécurité, soient protégés (Vitaly,2017).

D'un autre côté, en ce qui a trait en matière de politico-militaire, le Kremlin dispose de relations importantes en particulier avec le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, à travers l'Organisation du traité de sécurité collective; sans oublier que ces pays accueillent des bases militaires russes. Pour les intérêts russes, il serait peu souhaitable que ces pays s'allient avec d'autres puissances, et donc on peut voir que Moscou n'accepterait pas le risque d'une domination géopolitique de l'Asie centrale par Pékin, car cela porterait une atteinte à sa puissance (Yujun & collab.2019). La Russie voit l'expansion économique, politique et militaire de la Chine comme dangereuse pour sa place dans la région. La Russie risque donc de perdre son influence politique au profit de l'influence chinoise (François,2017).

En usant de son *soft power*, la Chine veut tenter d'imposer un nouvel ordre géopolitique à l'aide de son initiative sur les territoires centrasiatique avec le développement des corridors terrestres. La Chine change la position de la région en la transformant, passant de simple périphérie, à une région transnationale mondialisée (Cariou,2018). Pour ce faire, elle veut sécuriser ses corridors économiques en usant d'une militarisation de ces corridors. Évidemment, protéger les corridors économiques pour assurer l'approvisionnement à l'aide de la militarisation des chemins de fer aura des implications pour l'Asie centrale, et pourrait créer des tensions avec la Russie (Rumi,2016). Ce projet qui est de l'ordre de la coopération économique, va potentiellement modifier le jeu politique régional, avec une Russie qui risque de ne plus être la seule puissance dans la région (Rolland, 2015).

Le chemin vers la coopération

Après 2014, la Russie a finit par changer sa position et a même accueilli l'initiative de manière favorable. Suite à la crise ukrainienne et à l'annexion de la Crimée, l'Occident a boycotté la Russie et a sévèrement posé une série de sanctions visant à isoler Moscou sur la scène internationale. Ainsi, la détérioration rapide des relations avec l'Occident et l'isolement croissant de la Russie sur la scène internationale ont poussé Moscou à favoriser dans sa politique étrangère la région asiatique (Trenin,2019). La Russie a décidé que la BRI était moins une menace et constituait une opportunité, dont elle pourrait en profiter, mais selon certaines conditions. Il fallait trouver alors une alternative aux relations européennes; Moscou a alors commencé à chercher des moyens de renforcer son

partenariat avec Pékin et de transformer leur relation pour développer l'échange de capitaux, les technologies et les opportunités de marché. Cependant, cela a nécessité de réévaluer des risques d'un partenariat étroit avec la Chine dans le commerce de l'énergie, les ventes d'armes et d'autres domaines, y compris la BRI (Yujun& collab.2019).

Moscou estime que l'initiative pourrait amener des bénéfices et a donc saisi l'opportunité d'accepter son intégration dans la région d'Asie centrale et par la même occasion, d'en bénéficier aussi à son tour. On peut alors parler d'une volonté de coopération en Asie centrale. L'accomplissement de cette initiative pourrait améliorer la stabilité socioéconomique en Asie centrale, une préoccupation partagée par les deux puissances (Gabuev, Yu,2019).

En 2014, le sommet organisé entre la Chine et la Russie a été clos par un communiqué conjoint déclarant que les deux pays allaient travailler sur une entente de coordination pour une éventuelle collaboration entre les deux projets régionaux. Un an plus tard, en 2015, la Russie et la Chine ont signé un mémorandum séparé, dans lequel ils ont convenu de «synchroniser» leurs initiatives (Diesen,2017). Ainsi, afin de concilier leurs intérêts nationaux dans la région centrasiatique, Moscou et Pékin se sont penchées sur le projet de coopération de la BRI avec l'UEE. Le «raccordement» (*sopriajenie* en russe signifiant la conjugaison) de ces deux initiatives d'intégration régionale qui a fait l'objet d'un accord bilatéral signé en 2015, permet donc d'éviter une éventuelle rivalité sino-russe en Asie centrale, en permettant à chacun d'y trouver son compte (Rolland,2017). La Chine et la Russie espèrent donc la réussite de l'harmonisation entre les stratégies de développement des deux initiatives. La coordination sera essentielle si les deux veulent éviter des conflits d'intérêts. Par ailleurs, la Banque de développement de la Chine a

alloué un financement de 10 milliards de dollars à la Russie afin qu'elle puisse travailler à la coopération entre la BRI et l'UEE (Haenle,Trenin, 2019).

En 2017, le président Poutine participe pour la première au premier sommet de la Belt and Road annonçant le support de la Russie pour l'intégration de l'initiative, tout en mettant l'accent sur l'Eurasie. Dans une partie de son discours, le président Poutine a déclaré :

« We welcome China's One Belt, One Road initiative. By proposing this initiative, President Xi Jinping has demonstrated an example of a creative approach toward fostering integration in energy, infrastructure, transport, industry and humanitarian collaboration, about which I have just talked at length. I believe that by adding together the potential of all the integration formats like the EAEU, the OBOR, the SCO and the ASEAN, we can build the foundation for a larger Eurasian partnership. This is the approach that, we believe, should be applied to the agenda proposed today by the People's Republic of China » (Kremlin,2017).

En mai 2018, la Chine a signé l'accord commercial avec l'UEE. Cet accord établit des normes de réglementations économiques qui réduisent certaines barrières non tarifaires et simplifient certaines procédures douanières. Cela permet d'améliorer l'accès des marchandises pour le marché chinois en simplifiant les procédures commerciales et en augmentant le niveau de transparence (Gabuev,2015). De plus, l'acceptation de la Russie est aussi cruciale pour la Chine, car cela lui permet de sécuriser la reconnaissance externe du bloc, alors que l'Union Européenne porte d'importantes réserves face à la portée de ce projet (Dragneva,2018).

L'adhésion au projet BRI permet à Moscou de montrer à l'Occident qu'elle n'est pas isolée sur la scène internationale et que les sanctions occidentales auraient un effet minime sur son développement économique. Des responsables russes ont commencé à considérer cela comme une possibilité visant à exporter la surcapacité chinoise et à construire des routes commerciales continentales vers l'Europe qui passeraient par la Russie et offriraient des synergies constructives avec l'UEE (Gabuev,2018). Le Kremlin cherche désormais à participer plus activement à la BRI (Alexeeva,2018) Moscou a signé plusieurs contrats économiques dans le domaine énergétique, dont un important contrat gazier de 400 milliards de dollars qui prévoit la livraison annuelle de 38 milliards m³ de gaz russe à la Chine pendant 30 ans (Vitaliy, 2017).

D'ailleurs, il faut savoir que la Russie perçoit le raccord entre les deux initiatives régionales comme étant un Grand partenariat économique eurasien. C'est ainsi qu'elle le qualifie dans les déclarations officielles; une idée d'un partenariat économique eurasien pour inclure l'UEE, la Chine et peut-être même les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Ce concept a été annoncé par Poutine sur de nombreuses plateformes internationales, dont le sommet de la BRI à Pékin en mai 2017 (Yujun & collab,2019). L'action de raccorder les deux projets de l'UEE et de la BRI est importante pour les intérêts nationaux de la Russie en Asie centrale, car elle permettra à la Russie de former une politique centrasiatique à long terme.

Enfin, en mai 2017, lors du forum de la BRI à Pékin, le président Poutine a proclamé le grand partenariat eurasien. Il a réitéré le concept de la Grande Eurasie, en faisant la promotion d'un cadre plus large à la fois pour le projet d'UEE de la Russie et pour l'initiative BRI de la Chine, et affirmant que la Grande Eurasie était plus que de simples

liens économiques plus étroits. La Russie voit l'avenir du partenariat eurasien à travers le développement de nouveaux liens entre les États et les économies. Elle estime que cela va également changer le paysage politique et économique du continent en y apportant la paix, la stabilité, la prospérité à l'Eurasie, et donc à l'Asie centrale (Gabuev, Yu, 2019).

Selon Bespalov, un expert russe, (Perovic, Zogg, 2019), la Russie bénéficie énormément de l'harmonisation entre les deux initiatives régionales. Grâce à cela, les marchandises peuvent circuler plus librement et rapidement sans entrave entre les marchés d'Asie de l'Est et d'Europe (Perovic, Zogg, 2019). Cela signifierait aussi l'amélioration des infrastructures matérielles et immatérielles en Russie et dans les autres États membres de l'UEE. Les infrastructures matérielles sont les routes et les chemins de fer, tandis que les infrastructures immatérielles sont de nouveaux accords commerciaux avec un système juridique en place pour faire respecter ces accords (Khasanov, 2019). L'UEE pourra réaliser des gains économiques en établissant une relation de travail avec la Chine. Par conséquent, un partenariat avec la Chine, l'une des plus grandes économies du monde, servirait les intérêts de l'UEE, leur permettant de devenir une organisation régionale économiquement viable pour l'avenir (Khasanov, 2019).

D'autre part, il existe une concurrence économique en Asie centrale, mais elle est limitée, car la Russie et la Chine sont présentes dans différents secteurs des économies locales. Du côté des pays centrasiatiques, la Chine est la principale destination des exportations de matières premières, tandis que la Russie est la principale destination des exportations pour la migration de travail et une source d'importations de biens (Khashin, 2019). De plus, les pays de la région préfèrent être prudents et adoptent une approche équilibrée

pour gérer leurs relations avec les deux géants régionaux. En outre, le Kazakhstan, pays cultivant de relations très proches avec les deux puissances, tente tant bien que mal d'accommoder les deux en tirant profit de ces relations. Il équilibre l'influence des puissances extérieures pour assurer la stabilité du pays et de l'élite. De leur côté, la Russie et la Chine tentent également de garder leur concurrence sous contrôle.

En intégrant la BRI, la Russie voudrait voir sur son territoire des projets parrainés et financés par la Chine, notamment des projets d'infrastructures. Plusieurs initiatives potentielles ont été proposées lors des rencontres officielles bilatérales : la modernisation du Transsibérien, la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse Moscou-Kazan qui serait ensuite prolongée jusqu'à Pékin et la construction du nouveau port à Arkhangelsk (Gabuev,2018). La Russie a saisi l'opportunité et a présenté plus de 40 projets d'investissement. Plusieurs compagnies russes se sont rendues en Chine afin de pouvoir proposer des projets qui ferait partie intégrante de l'OBOR (Gabuev,2018). La banque d'État russe pour le développement, la *Vnesheconombank* a reçu l'an dernier un crédit de 65 milliards de yuans (9,7 milliards de dollars) de la *China Development Bank* et envisage d'en utiliser une partie pour financer la construction de la nouvelle autoroute (The Moscow Times,2019).

Certains auteurs expliquent que la Russie a accueilli l'initiative étant donné que l'UEE tarde de réaliser une plus grande intégration économique (Crisis Group,2017). Depuis quelque temps, le processus de mise en œuvre de l'UEE est enlisé; les institutions la régissant sont faibles. La Russie n'a pas été capable de mettre en œuvre les règles et les normes de l'UEE. Cela est notamment dû à l'incapacité des membres de l'UEE à se mettre d'accord sur l'adoption de règles communes réglementant le domaine de l'énergie

entre autre. Il subsiste d'ailleurs des tensions internes entre les États membres centreasiatiques par rapport au commerce. Il y a des disputes commerciales, comme entre le Kazakhstan et le Kirghizstan concernant des réglementations sanitaires des aliments, ce qui contribue à ralentir la dynamique des échanges entre les États au sein de l'UEE. Cela envoie des mauvais signaux quant à la crédibilité du projet.

Par ailleurs, la crise économique et la perte du rouble occasionné par les sanctions a mis en déroute le projet économique de Moscou (Crisis Group,2017). De plus, l'UEE est souvent perçue par ses membres comme étant seulement un outil politique russe, ce qui peut-être peut expliquer le manque d'engagement au sein de ses États membres. Son rôle est beaucoup plus symbolique que pratique, car la Russie ne peut offrir à ses partenaires des incitations financières similaires à celles de la Chine. Ainsi, il semblerait que le dysfonctionnement de l'UEE favoriserait l'expansion économique de la Chine et réduit les incitations possibles à la rivalité, car la Russie sait qu'elle ne pourrait faire le poids économiquement (François,2017).

Certes, la Russie a mis de côté la rivalité étant donné qu'elle a vu une opportunité s'ouvrir à elle. Pékin sait que la Russie a des ambitions régionales et qu'elle porte des inquiétudes quant à l'intention stratégique de la Chine et au déséquilibre croissant des pouvoirs. C'est pour cela que les responsables chinois préfèrent travailler et coopérer avec la Russie afin d'éviter que celle-ci ne soit un obstacle à leur projet en Asie centrale (Gabuev,Yu,2019). Ils accommodent donc les craintes et les besoins de Moscou. Ils préconisent l'idée d'un effort concerté afin que les deux partenaires stratégiques évitent une émergence de tensions et de discordes bilatérales, tout en aidant les deux à atteindre leurs objectifs régionaux (Gabuev,Yu,2019). Un diplomate chinois a déclaré que l'Eurasie est la

principale région où la Chine doit travailler main dans la main avec la Russie pour «rechercher la convergence et un équilibre des intérêts et aligner les grandes stratégies eurasiatiques des deux pays» (Rolland,2019). Moscou a reconnu que la Chine était une force économique principale en Asie centrale mais elle a mis en garde que « le centre eurasien et notamment centrasiatique, ne peut être viable que si la Chine ne revendique pas le statut hégémonique région» (Dragneva,2018). Certains experts estiment par ailleurs qu'à long terme, la Russie sera devenue une ancienne superpuissance et laissera la place à Pékin qui pourra affirmer pleinement sa propre influence sur l'Eurasie.

Une coopération au niveau sécuritaire

Au niveau sécuritaire, Pékin est consciente des inquiétudes russes à ce sujet. La Russie espère préserver la primauté en Asie centrale. Pékin a alors soutenu qu'elle n'allait pas concurrencer la Russie à ce sujet. Elle adopte alors une politique de retenue, au grand bonheur de Moscou. Cette politique consiste en un engagement limité dans la coopération bilatérale en matière de sécurité avec les États d'Asie centrale et la reconnaissance tacite de la primauté de la Russie dans le domaine de la sécurité (Kaczmarek, 2019). Pékin respecte cet accord jusqu'à maintenant, il reste donc à savoir si cela tiendra. Selon certains auteurs, Moscou n'est pas dupe et sait que la Chine entreprendra un rôle croissant dans la sécurité en Asie centrale. Moscou doit maintenant comprendre quelles sont réellement ses lignes rouges pour la Chine dans la région (Ying,2016).

En outre, au Tadjikistan, où il y a une frontière avec la Chine, Pékin a une présence sécuritaire de petite taille, mais qui se veut de plus en plus croissante. Un rapport a été publié par le Washington Post faisant l'état d'une présence minimale de complexes

militaires chinois, ainsi que du personnel militaire chinois au Tadjikistan (Ying,2016). De plus, 10 000 militaires combinés de l'Armée nationale du Tadjikistan et de l'Armée populaire de libération de Chine ont été mobilisés ensemble pour participer à un exercice de lutte contre le terrorisme (Ying,2016). Cela pourrait causer de potentielles frictions étant donné que la plus grande base militaire étrangère de Russie se trouve au Tadjikistan. Ainsi, il semblerait que la Chine jouerait un rôle de plus en plus croissant en la matière, ce qui pourrait avoir des effets négatifs sur les relations avec la Russie en Asie centrale. De plus, une présence militaire chinoise en Asie centrale sans coordination avec Moscou, risque de remettre en cause la place de la Russie dans la région (Haenle, Trenin,2019).

Entre divergences et convergences

Toutefois, il y a des divergences concernant les initiatives régionales. D'une part, la BRI cherche à développer le transport de manière plus efficace ainsi que la libéralisation des échanges pour faciliter les exportations chinoises et l'accès aux approvisionnements énergétiques. Quant à l'UEE, elle chercherait à assurer et à légitimer l'influence de la Russie, notamment en établissant des relations avec d'autres blocs comme l'UE (Crisis Group 2017). De plus, Moscou et Pékin ne partagent pas la même vision du processus d'intégration et des objectifs à long terme de l'harmonisation de leurs initiatives. Ainsi, la Chine souhaite développer les infrastructures de transport en Eurasie afin que davantage de marchandises puissent circuler plus rapidement dans la région, l'UEE ne souhaite pas seulement améliorer ses couloirs de transport, mais aussi que l'intégration des économies régionales puisse améliorer le niveau de vie dans ces États (Kashin,2019).

Ainsi, les Russes souhaitent que la Chine reconnaisse l'UEE comme un partenaire incontournable dans ses négociations avec les pays d'Asie centrale, alors que les Chinois considèrent l'UEE comme le prolongement de leur propre initiative qui devrait, à terme, s'intégrer à la BRI. Ces divergences et contradictions peuvent par moment, mettre en déroute leur coopération menant à de possibles tensions sino-russes en Asie centrale (Aleexeva,2018).

En Asie centrale, la Chine sera alors la principale force économique et la Russie continuera de façonner la région grâce à ses liens politiques et militaires, notamment par le biais de l'Organisation du Traité de sécurité collective. La Russie est cependant soucieuse de protéger sa souveraineté et ses intérêts nationaux, tout en essayant de concilier la Chine. La Russie ne veut certainement pas offrir ses ressources et son territoire à des projets dirigés par la Chine qui rendraient Moscou plus dépendante de Pékin (Haenle,Trenin,2019). Elle veut éviter de s'endetter auprès de la Chine. De plus, Moscou refuse que l'État chinois, à travers les entreprises chinoises, soit propriétaire de projets: ils doivent être des coentreprises sur lesquelles la Russie exerce le contrôle ultime (Haenle,Trenin,2019). La Russie veut également s'assurer que la BRI ne mette pas en retrait l'UEE et que Pékin va sérieusement travailler main dans la main.

Il subsisterait encore plusieurs obstacles des deux pays à mieux coopérer. En 2017, il a été rapporté que malgré le fait que les dirigeants russes ont poussé à la coordination entre l'UEE et la BRI, la Chine continuait de favoriser la conclusion d'accords bilatéraux avec les États centrasiatiques, minant ainsi l'effort du Kremlin. De son côté, la Chine s'est engagée à réduire les obstacles au commerce de la BRI, tandis que l'UEE continuait à maintenir une union douanière avec des tarifs relativement élevés et a lancé des enquêtes

antidumping contre les produits chinois (Crisis Group,2017).La Russie pourrait toutefois perdre patience. Cependant, plusieurs observateurs notent que la coopération économique plus large entre la Russie et la Chine n'a pas progressé énormément jusqu'à date. (Trenin,2018).

Enfin, la Russie est aperçue de manière plus favorable que la Chine; on dénote une certaine sinophobie notamment au Kazakhstan s'expliquant par la peur d'une domination chinoise et par la répression sur la communauté Ouïgoure par le régime chinois. Des investissements chinois pour de projets liés à la BRI ont été liés à des cas de corruption très médiatisés dans des secteurs comme l'énergie, les télécommunications et la construction de routes. Cela augmente la méfiance envers la Chine et ses investissements et en l'occurrence, le sentiment anti-chinois (Skalamera,201). Depuis la mise en place de l'initiative chinoise dans la région, il y a une peur qui s'élève quant au piège de la dette qui pèserait sur les pays centrasiatiques et qui risque d'accélérer la dépendance de ces pays à l'égard de la Chine. Il est fort probable qu'au niveau politique et culturel, la Russie sera toujours plus influente. À cet égard, l'asymétrie sino-russe ne constitue pas un problème, mais crée plutôt des opportunités. Leurs rôles se complètent menant à un équilibre des échanges, favorisant ainsi leur coopération à ce sujet.

CONCLUSION

En conclusion, l'essor de la Chine dans la région a offert à la fois une opportunité et un défi à la Russie dans sa sphère d'influence. Un afflux d'investissements chinois menaçait d'affaiblir le rôle dominant de la Russie dans les domaines de la politique, de l'économie et de la sécurité. Toutefois, avec la dégringolade des relations entre la Russie et l'Occident en 2014, on a assisté à un renforcement des relations plus étroites avec Pékin dans un impératif stratégique.

Ainsi, les raisons économiques et géopolitiques permettent de bien expliquer les intérêts de chaque acteur dans la région et de leurs implications potentielles. Nous pouvons donc mieux comprendre comment la nouvelle route de la soie pouvait constituer un contentieux entre Moscou et Pékin, étant donné que chacun a des objectifs pour obtenir une place privilégiée au sein de la région centrasiatique. Néanmoins, un affrontement des intérêts chinois et russes en Asie centrale à moyen terme est peu probable. Nous rejetons l'hypothèse d'une rivalité pure et dure entre les deux pays. Certes, il y a eu au départ une certaine méfiance de la part de la Russie l'égard de l'initiative chinoise lors de son annonce, car cela place la Chine comme probable hégémon, mais elle a fini par considérer la voie à la coopération; il s'en est suivi un raccordement entre les deux initiatives régionales. En effet, malgré que plusieurs observateurs aient parlé de rivalité certaine entre les deux géants à cause d'intérêts divergents en Asie centrale, ils ont sous-estimé la volonté de la Chine et de la Russie de coopérer pour éviter tout affrontement, en particulier, compte tenu de leur manque de partenaires alternatifs, et de poursuivre leur partenariat étroit face à l'état actuel des choses. La Russie n'a pas de meilleures options, et à défaut d'accepter ce partenariat, elle risque de se retrouver isolée en refusant

une coopération avec Pékin dans la région centrasiatique. Rolland (2019) estime que sans la Chine, le pivot vers l'Est de la Russie n'aurait tout bonnement pas réussi, et que seule la Chine lui permettrait de réussir sa politique centrasiatique.

La position officielle du Kremlin a rejeté l'idée d'une rivalité dans la région centrasiatique. En effet, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré : « Nous ne considérons pas la Chine comme un concurrent. Nous sommes des partenaires stratégiques, et les plans de la Russie et de la Chine concernant cette région et dans l'ensemble concernant la Grande Eurasie ne se contredisent pas » (Gabuev,2019).

Ainsi, contrairement à la thèse de la rivalité répandue, la Chine et la Russie ont jusqu'à présent réussi à éviter une concurrence en Asie centrale (Rolland,2019). En outre, chaque partie a évidemment partagé son désaccord par rapport à certains points, mais cela ne s'est tout de même pas traduit par une concurrence entre les deux partenaires. La Chine et la Russie partagent plutôt des préoccupations semblables concernant la stabilité politique et la sécurité de l'Eurasie, et des objectifs globaux similaires concernant ce à quoi devrait ressembler un futur ordre régional (Rolland,2019).

Le Kremlin reconnaît qu'il a des asymétries avec la Chine en Asie centrale, surtout au niveau économique, n'ayant pas les mêmes moyens d'offrir des investissements importants. Cependant, la Russie accepte ce raccordement tant et aussi longtemps qu'elle est traitée comme un partenaire égal, lui permettant d'ailleurs de préserver son statut de puissance régionale en Asie centrale et que la Chine reste la meilleure alternative face aux partenaires occidentaux. Il faut aussi noter que même si la Chine est largement au-dessus au niveau économique, la Russie détient une plus grande influence dans le

domaine politique, diplomatique et sécuritaire. Moscou est confiante qu'elle aura toujours le dessus en la matière. La Chine n'a pas les capacités pour faire face aux problèmes locaux dans la région, notamment les différences culturelles complexes et les défis de sécurité locale.

L'essence de la relation sino-russe peut être résumée ainsi: la Russie et la Chine ne seront jamais opposées sur la scène internationale, mais elles ne vont pas nécessairement se supporter continuellement (Trenin,2019). Il y a beaucoup de différences entre les deux pays; la Chine et la Russie sont très différentes dans de nombreuses mesures du pouvoir, elles ont réussi à établir et à vouloir préserver une égalité dans leurs échanges. Cet équilibre est crucial pour la poursuite du partenariat sino-russe (Trenin,2019)

De ce fait, de par leur désir commun de stabilité en Asie centrale et par la convergence de leurs intérêts respectifs, les deux joueurs ont décidé de faire de l'Eurasie une entente de collaboration conjointe, voir transformer l'Eurasie en un important bloc de marché pouvant concurrencer avec d'autres blocs du monde. Ainsi, la Chine est autant disposée à poursuivre également l'accord actuel (Zogg,2019). Il est évidemment possible que certains éléments peuvent mener des mésententes créant ainsi des frictions, mais il est très peu probable que la Russie et la Chine soient rivales en Asie centrale pour le moment. Il faudra donc attendre dans les années qui viennent, pour voir si la Chine changera son comportement et adoptera une posture plus agressive dans la région, en risquant de ne pas respecter les ententes qu'elle a conclues avec la Russie. Cela pourrait donc amener davantage de tensions géopolitiques.

La structure de l'ordre international est un point très important à prendre en compte. Le renforcement des relations sino-russes et leur volonté de s'unir ensemble est largement due au fait que les États-Unis ont cherché à contenir les deux puissances. Washington a ciblé directement les deux pays, les qualifiant de principales menaces à l'hégémonie américaine. La Russie a établi un «pivot vers l'Asie» tandis que la Chine a adopté une «stratégie vers l'ouest» (Rolland,2019). Cela promeut l'émergence de la Grande Eurasie (la Grande Eurasie est un terme où Moscou se voit comme le pivot clé dans la région passant de l'Europe de l'Est à l'Asie de l'Est) (Crisis Group,2017). En outre, la Chine et la Russie regardent certainement ensemble dans la même direction avec une aspiration égale vers l'Eurasie (Yongquan,2018). Les deux puissances perçoivent la présence occidentale, que ce soit à travers l'UE ou bien l'OTAN, comme des menaces fondamentales à leur souveraineté.

Par conséquent, alors que plusieurs observateurs se penchent sur une éventuelle rivalité entre la Russie et la Chine en Asie centrale, il serait probablement plus question d'un affrontement entre le bloc Russie-Chine contre le bloc États-Unis et certains pays occidentaux, qui s'opposeraient à l'intégration de la BRI ainsi qu'au partenariat Eurasien en Europe et ailleurs. Pour l'instant, la menace de ce qu'on appelle *the Great Game* entre la Russie et la Chine a été mis à de côté; la région centrasiatique a peut être été même l'élément unifiant la relation sino-russe. Nous avons établi dès le départ que cela était principalement de l'ordre géopolitique dans la pensée chinoise et russe. En outre, plusieurs experts chinois voient la collaboration d'un bon œil. Le secrétaire général de la *Belt and Road Research Center* de l'Académie chinoise des sciences sociales a plaidé pour un partenariat sino-russe plus étroit sur l'Eurasie car «quiconque peut guider le

processus eurasien peut diriger la construction d'un nouvel ordre mondial» (Rolland,2019). Un autre expert croit que le maintien d'une Eurasie divisée est «l'essence de la stratégie géopolitique» du Royaume-Uni, de l'Europe et des États-Unis (Rolland,2019). Un partenariat stratégique consolidé entre la Chine et la Russie, d'autre part, empêcherait les États-Unis de diviser et voir dominer l'Eurasie (Rolland,2019). Il considère également que la domination de l'Eurasie est d'une importance cruciale dans le contexte de la concurrence à long terme de la Chine avec l'hégémon américain. (Rolland,2019).

Toutefois, dans un autre ordre d'idée, la BRI posera évidemment plusieurs autres types d'enjeux. Actuellement, il y a une inquiétude concernant le remboursement des prêts offerts par la Chine, dont les conditions désavantageraient grandement les pays emprunteurs. La Chine offre des prêts gigantesques, mais certains pays n'ont pas les moyens de rembourser dans le temps demandé, ce qui les rend vulnérable et permet à la Chine d'imposer ses conditions. Par exemple, le Sri Lanka, suite à l'impossibilité de rembourser un prêt auprès de la Chine a dû concéder un des ses ports maritimes à Pékin pour une période de 99 ans. Selon un rapport de 2018 du Center for Global Development note que huit pays de la BRI sont vulnérables aux crises de la dette (Chatzky,McBride,2020). Depuis 2013, la dette globale envers la Chine a nettement augmenté depuis 2013, dépassant 20% du PIB dans certains pays (Chatzky,McBride,2020). Ainsi, cela pourrait freiner la progression de la BRI.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXEEVA, Olga V. (2018). « Le projet BRI un atout géopolitique pour la Russie dans sa relation complexe avec la Chine », *CQEG*
- BALCI, Bayram (2015). « Union économique eurasiennne : vers un retour de Moscou en Asie centrale ? », *CERI*,
- BESSLER, Patrick (2017). « China's "new Silk road": Focus on Central Asia », *Social and Economic Governance Programme Asia*, 11p.
- BOULÈGUE, Mathieu (2018). « Russia's Vostok Exercises Were Both Serious Planning and a Show », *Chatham House*
- BORDACHEV, Timofei (2019). « The East's Rise and the New Russian Foreign Policy », *Valdai Discussion Club*
- CARIOU, Alain (2018). « Les corridors centrasiatiques des nouvelles routes de la soie : un nouveau destin continental pour la Chine », *L'Espace géographique*, vol. tome 47, no. 1, pp. 19-34.
- CHATZKY, Andrew., MCBRIDE, James, (2020). « China's Massive Belt and Road Initiative », *Council on Foreign Relations*
- XINHUA, (9 May 2015). « China, Russia Agree to Integrate Belt Initiative with EAEU Construction ».
- CRISIS GROUP (2016). « The Eurasian Economic Union: Power, Politics and Trade » *Europe and Central Asia Report*, N°240, 30p.
- CRISIS GROUP, (27 juillet 2017). « Central Asia's silk road rivalries », Report no 245, 35p. [<https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/central-asia/245-central-asias-si, lk-road-rivalries>]
- DE TINGUY, Anne (2013). « Russie : le syndrome de la puissance », *Ceriscope Science Po Paris*
- DIESEN, Glenn (2017). « Russia, China and 'Balance of Dependence' in Greater Eurasia », *Russia in Global Affairs*
- DRAGNEVA, Rilka. WOLCZUK, Kataryna (2017). « The Eurasian Economic Union, Deals, Rules, and the Exercise of Power », *Chatham House*, 26p.
- DRAGNEVA, Rilka (2018). « The Eurasian Economic Union: Putin's Geopolitical Project », *Foreign Policy Research Institute*, 30p.

FOUCHÈRE, Arthur (Septembre 2017). « Les routes de la soie passent par le Kazakhstan », *Le Monde diplomatique*, p.8-9

FRANÇOIS, David, (2017). « Asie centrale : Vers un match Chine/Russie? », *IRIS, Asia Focus* no 22, ,13p

GABUEV, Alexander, (2015). « China: Key Players and the Decision-making Process », *Asan Forum*, <http://www.theasanforum.org/russias-policy-towards-china-key-players-and-the-decision-making-process/>

GABUEV, Alexander, (2018). « Belt and Road to Where ? », *Council for security cooperation in the Asia Pacific*, <https://carnegie.ru/2017/12/08/belt-and-road-to-where-pub-74957>

GABUEV, Alexander, (2018). « How the Silk Road Became Made of Rubber », *Russia in Global Affairs*,

GABUEV, Alexander, YU, Ivan (2019). « The “Belt and Road” in Russia: Evolution of Expert Discourse », *Russia in Global Affairs*

HAENLE, Paul, TRENIN, Dimitri, (October 2019). « Are China-Russia Relations Getting Too Close for Comfort? », *Carnegie-Tsinghua*

HAENLE, Paul, TRENIN, Dimitri, (April 2019). « How Are Various Countries Responding to China’s Belt and Road Initiative? », *Carnegie-Tsinghua*

HASHIMOVA, Umida, (August 2018). « Why Central Asia Is Betting on China’s Belt and Road », *The Diplomat*

HSIUNG, Christopher Weidacher, (2019). « Facing the “new normal”: The strong and enduring Sino-Russian relationship and its implications for Europe », *The Swedish Institute of International Affairs*, 46p.

INSTITUT MÉDITERRANÉEN DES HAUTES ÉTUDES STRATÉGIQUES, (Mars 2018). « Les nouvelles routes de la soie : quels enjeux stratégiques ? »

ISMAILOV, Eldar., PAPAVA, Vladimir, (2017). « The Heartland Theory and the Present-Day Geopolitical Structure of Central Eurasia », *Silk Road Studies*, 19p.
<https://www.silkroadstudies.org/resources/pdf/Monographs/1006Rethinking-4.pdf>

IVANOV, Igor, (July 2019). « The Belt and Road initiative : Towards a new world order », *Russian International Affairs Council*

KACZMARSKI, Marcin (August 2019). « Russia-China Relations in Central Asia: Why Is There a Surprising Absence of Rivalry? », *Asan Forum*

KASHIN, Vassily, (May 2019). « The West and Russian-Chinese Relations: Stages of Denial », *Valdai Club*

KASHIN, Vassily, (October 2019) . « Is the Conflict Inevitable? Not at All », *Valdai Club*

KHASANOV, Ulugbek, (November 2019) . « Russia and Central Asia: Horizons of Cooperation », *Valdai Club*

KREMLIN, « Speech at the One Belt, One Road international forum of President Vladimir Poutine », May 14 2017 (<http://en.kremlin.ru/events/president/news/54491>)

KUO, Lily. Kommenda, Niko. « What is China's *Belt and Road* Initiative? », *The Guardian*, 2018.07.30

KYZY, Aruuke (October 2019). « Why Is Anti-Chinese Sentiment on the Rise in Central Asia? », *The Diplomat*

LARUELLE, Marlène (2011). « L'Asie centrale et les grandes puissances régionales : Chine et Russie », *CERI*, 6p.

LARUELLE, Marlène, (2017). « China's Belt And Road Initiative And Its Impact In Central Asia », *Central Asia program*, 184p.

LEHMAN BROWN (2017). « The Belt and Road Initiative », 24p.

LEWIS, David G (2018). « Geopolitical Imaginaries in Russian Foreign Policy: The Evolution of 'Greater Eurasia' », *Europe-Asia Studies*, 70:10, 27p.

LEWIS, David, (2019). « Strategic Culture and Russia's "Pivot to the East": Russia, China and "Greater Eurasia" », *Marshall Center*, No. 34, 8p.

LIU, Melinda, (2019). « Xi Jinping Has Embraced Vladimir Putin—for Now », *Foreign Policy*.

LO, Bobo, (Janvier 2015) . « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale? », *Ifri*, no 82, 28p.

MCBRIDE, James. (2015). « Building the New Silk Road », *Council on Foreign Relations*

MEYER, Claude (2018). « L'Occident face à la renaissance de la Chine, : défis économiques, géopolitiques et culturels », *Éditions Odile Jacob*, 2018, 331p.

Ministry of Commerce of the People's Republic of China, (July 2017). « China and Russia Sign the Joint Declaration of Feasible Study on Eurasian Economic Partnership Agreement », <http://english.mofcom.gov.cn/article/newsrelease/significant-news/201707/20170702605903.shtml>.

- MOTTET, Éric, LASSERRE, Frédéric, (2018). « L'initiative « Belt and Road », stratégie chinoise du « Grand Jeu » ? », *Diplomatie : Affaire stratégiques et relations internationales*, no90 ,8p.
- OLIKER, Olga, et collab,(2015) . « Russian Foreign Policy in Historical and Current Context: A Reassessment »,Rand Corporation,25p.
- PARTOV, Umed. (2016) « Beijing Encroaching on Moscow's Military Dominance in Tajikistan'», *Eurasia Daily Monitor*.
- Perelman, R. (2018). Les nouvelles routes de la soie: Sur la nature des ambitions chinoises. *Futuribles*, 425(4), 69-99. doi:10.3917/futur.425.0069.
- PUTZ,Catherine (May 2017). « What's Next for the Belt and Road in Central Asia? », *The Diplomat*.
- PEROVIĆ, Jeronim & ZOGG, Benno (October 2019). « Russia and China: The Potential of Their Partnership », *CSS Eth Zurich*, No. 250,4p.
- RFI, (Mai 2017) . « La Chine veut réunir le monde autour de nouvelles routes de la soie»,
- ROLLAND,Nadège (2015). « La Nouvelle Route De La Soie. Les Ambitions Chinoises En Eurasie », *Institut français des relations internationales*,13p.
- ROLLAND, Nadège (2019). « A China–Russia Condominium over Eurasia », *Survival Global Politics and Strategy*, 61:1, 7-22, DOI: [10.1080/00396338.2019.1568043](https://doi.org/10.1080/00396338.2019.1568043)
- RUMI, Aoyama (2016). « One Belt, One Road”: China's New Global Strategy », *Journal of Contemporary East Asia Studies*, 5:2, 22p.
- RUMER, Eugene B., TRENIN, Dmitri., ZHAO, Huasheng (2007). « Central Asia: Views from Washington, Moscow, and Beijing »,*New York: Routledge*,232p.
- Saidov, Bakhtiyor (April 2019). « Reforms make Uzbekistan attractive to investors », *China Daily*
- SØRENSEN, C., KLIMENKO, E. (June 2017). « Emerging Chinese-Russian Cooperation in the Arctic. Possibilities and Constraints », *SIPRI*, Policy Paper 46, 56p.
- SKALAMERA,Morena (2017). « Russia's Lasting Influence in Central Asia», *Survival Global Politics and Strategy* », 59:6, 123-142,
- SPIVAK,Vita. (May 2017). « How Putin Plans to Cash In on The One Belt One Road Initiative », *Carnegie Moscow Centre*
- STRONSKI,Paul,(2018). « China and Russia's uneasy partnership in Central Asia», *East Asia Forum*
- TARINI,Arno (Avril 2019). « La Russie rêve d'une "route polaire de la soie"», *Courrier international*

- THE ECONOMIST, (May 2017). « What is China's belt and road initiative »?
- THE MOSCOW TIMES,(April 26, 2019). «Putin Rides to Xi's Rescue on Battered Silk Road as the West Stews».
- THE WORLD BANK,(29 mars 2018). « Belt and Road Initiative »
- THOREZ,Julien. (2015). « L'Asie centrale, une région sous influences », *Asie – mondes émergents, La documentation française*, pp. 107 - 122
- TRENIN,Dimitri, (2018A). « High and Lows : Russia's Foreign Policy at the start of 2018 », *Carnegie Moscow Center*
- TRENIN,Dimitri (September 2018B). « Entente Is What Drives Sino-Russian Ties », *Carnegie Moscow Center*
- TRENIN,Dimitri (June 2019). « Russia, China Are Key and Close Partners », *Russian International Council*
- VITALIY ,Vladimirovich Kovalev (2017). «The Increase in Geopolitical Competition as a Challenge (threat) to Russia's National Security », *European Research Studies Journal* Volume XX, Issue 4B, 2017 pp. 499-508
- YING,Fu. (October 2016). « Are China and Russia Partnering to Create an Axis? », *Valdai Club*, (<http://valdaiclub.com/a/highlights/are-china-and-russia-partnering-to-create-an-axis/>.)
- YONGQUAN, Li, (July 2018). « The Greater Eurasian Partnership and the Belt and Road Initiative: Can the Two Be Linked? », *Journal of Eurasian Studies*, vol. 9, no. 2, pp. 94–9.
- YUJUN,Feng. et collab.(April 2019). « Belt and Road Initiative: Views from Washington, Moscow, and Beijing », *Carnegie-Tsinghua*,
- ZOGG,Benno (Décembre 2016). « Crimée dans la steppe: l'Asie centrale et la géopolitique », *Eth Zurich*, No 200,4p.
- ZOGG,Benno, (November 2019). « Cooperation, Co-existence or Clash? China and Russia's Ambitions in Central Asia», *The Diplomat*

Annexe B

Appendix B: Map of EEU Countries



Source: CRISIS GROUP,(27 juillet 2017). « Central Asia’s silk road rivalries », Report no 245,35p.

Annex C

Land and Sea Corridors of the Belt and Road Initiative

— Silk Road Economic Belt - - 21st Century Maritime Silk Road



Source : MCBRIDE, James. (2015). « Building the New Silk Road », *Council on Foreign Relations*